Niveau(x) d'enseignement : 1
Centre d'intérêt : 230

Numéro EDUQ : 9270393

Colloque "L'école montréalaise face à la réussite scolaire et à la prévention de l'abandon des études" (1991 : Montréal, Québec)

"L'école montréalaise face à la réussite scolaire et à la formation de l'abandon des études" : les actes du colloque / ... tenu à l'Ecole secondaire Rosemont à Montréal, le 30 novembre 1991 -- [Montréal : Ministère de l'éducation, Direction régionale de Montréal, 1992?]
144, 5 p. ; 28 cm.

Comprend du texte en anglais.

Vedette(s)-secondaire(s) : Québec (Province) Ministère de l'éducation Direction régionale de Montréal

Descripteur(s) : Succès scolaire * Abandon scolaire * Rôle de l'école * Prévention * Calendrier scolaire * Organisation pédagogique * Communauté culturelle * Milieu défavorisé * Alphabétisation * Formation professionnelle

Identificateur(s) de nom : Montréal

Les actes du colloque rapportent les commentaires, les propositions et les suggestions de l'ensemble des partenaires de l'éducation des milieux scolaire et socio-économique montréalais sur les moyens d'accroître la réussite scolaire et de prévenir l'abandon des études. La partie I est consacrée aux discussions des ateliers qui se sont déroulés en français autour des huit thèmes suivants : 1- la mobilisation des ressources pour la promotion de l'école, de la formation et de la réussite scolaire; 2- le soutien aux actions de chaque milieu; 3- l'adaptation du calendrier scolaire; 4- l'organisation scolaire et pédagogique; 5- l'école montréalaise et les communautés ethniques et culturelles; 6- pour l'élève de milieu défavorisé : vivre, apprendre et réussir à l'école; 7- alphabétisation, sous-scolarisation et retour aux études; 8- valorisation de la formation professionnelle et collaboration école-entreprise. La partie II rapporte les discussions qui se sont déroulées en anglais suivies de la traduction française de ces ateliers.

Type de document :

1270393
CADRE
CENTRE DE DOCUMENTATION
MONTRÉAL H2S 1S2

LES ACTES DU COLLOQUE

«L'école montréalaise face à la réussite scolaire et à la prévention de l'abandon des études»

Colloque tenu à l'école secondaire Rosemount
à Montréal
le 30 novembre 1991

LES ACTES DU COLLOQUE

«L'école montréalaise face à la réussite scolaire et à la prévention de l'abandon des études»

Colloque tenu à l'école secondaire Rosemount
à Montréal
le 30 novembre 1991

PRÉSENTATION

L'ÉCOLE MONTRÉALAISE FACE À LA RÉUSSITE SCOLAIRE ET À LA PRÉVENTION DE L'ABANDON DES ÉTUDES

Une réponse à l'invitation du Ministre de l'Éducation

Le 30 novembre 1991 sous le thème «L'école montréalaise face à la réussite scolaire et à la prévention de l'abandon des études» s'est tenu à l'école secondaire Rosemount un colloque à l'intention des partenaires de l'éducation des milieux scolaire et socio-économique de l'Île de Montréal.

Près de cinq cents personnes ont participé à cette activité qui s'inscrivait dans la foulée des colloques organisés dans toutes les régions du Québec en réponse à l'invitation du ministre de l'Éducation, monsieur Michel Pagé, qui sollicitait les partenaires de l'éducation à contribuer à la mise au point d'un plan d'action provincial qu'il a prévu adopter au début de l'année 1992.

Le contexte de la tenue des Colloques régionaux

Le 10 septembre dernier, le ministre de l'Éducation du Québec, monsieur Michel Pagé, a rendu publiques les grandes orientations qu'il entend promouvoir pour aider l'école québécoise à relever les défis de l'heure. Sous le thème «Notre force d'avenir: l'éducation», le Ministre a clairement indiqué l'importance d'assurer la réussite éducative du plus grand nombre et, par voie de conséquence, de s'attaquer au dramatique problème de l'abandon scolaire.

Par la suite, durant un mois, le Ministre a effectué une tournée de toutes les régions du Québec en vue de mobiliser la population autour de la réussite scolaire et il a alors présenté un plan d'activités qui engage tous les partenaires de l'éducation à mobiliser leurs énergies et leurs ressources afin d'accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études.

De plus, lors de sa tournée provinciale, le Ministre a proposé aux régions de tenir un Colloque régional au cours de l'automne afin d'examiner les meilleurs moyens d'atteindre l'objectif qu'il propose, soit assurer la réussite éducative du plus grand nombre et, par voie de conséquence, s'attaquer au dramatique problème de l'abandon des études. Le Ministre a affirmé que les propositions découlant des échanges contribueront à la mise au point d'un plan d'action provincial.

Les objectifs assignés aux Colloques régionaux sont:

- de recueillir les avis, les propositions et les suggestions de l'ensemble des partenaires de l'éducation sur les moyens d'accroître la réussite scolaire et de prévenir l'abandon des études;

- si possible, d'obtenir là-dessus des consensus;

- d'identifier les actions particulières qu'il faudrait mener dans chacun des milieux;

- de susciter, dans chacune des régions, la mise en place d'une Table de concertation regroupant les divers partenaires des milieux scolaire et socio-économique désirant promouvoir la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études; ou alors, encourager les Tables déjà existantes à poursuivre leur action.

Le Colloque de l'île de Montréal

- **Le Comité organisateur**

Le 17 octobre 1991, monsieur Claude Sabourin, directeur régional à la Direction régionale du ministère de l'Éducation à Montréal a présidé à la formation d'un Comité organisateur composé d'une quarantaine de personnes représentant les divers partenaires de l'éducation des milieux scolaire et socio-économique montréalais. À l'annexe 1 est reproduite la liste des membres du Comité organisateur.

Les membres du Comité organisateur ont confié à un représentant de parents, la présidence du Colloque et ils ont désigné onze personnes pour former un Comité exécutif. Le président du Comité organisateur est aussi le président du Comité exécutif. À l'annexe 2 est reproduite la liste des membres du Comité exécutif.

Le Comité organisateur a tenu, en soirée, trois réunions (17, 24 octobre et 7 novembre) pour arrêter les modalités d'organisation du Colloque. Le Comité exécutif a tenu aussi, en soirée, sept réunions (21, 24, 28 octobre et 4, 11, 20, 25 novembre) pour voir à l'organisation du Colloque et s'assurer de son bon déroulement.

- **Les orientations du Comité organisateur**

  - Un seul colloque

    Le Comité organisateur a choisi de tenir son Colloque en un seul endroit sur le territoire de l'Île de Montréal tout en favorisant la participation du plus grand nombre d'intervenantes et d'intervenants des secteurs francophone et anglophone des réseaux public et privé d'enseignement de même que la participation de représentantes et représentants de groupes socio-économiques.

  - La participation au Colloque

    Le Comité organisateur a fixé à un maximum de 800 le nombre de participantes et participants. Il a déterminé un mode de répartition par catégorie de partenaires et les membres du Comité organisateur sont responsables d'inviter leurs pairs à l'exception des élèves qui sont rejoints par des directions d'école. Le personnel du ministère de l'Éducation est invité à titre d'observateur.

    532 personnes se sont inscrites au Colloque et, de ce nombre, 444 personnes y ont participé.

Catégorie	Invitation	Inscription	Participation
MILIEU SCOLAIRE			
Parents	100	74	55
Élèves	100	45	40
Direction d'école	40	26	23
Personnel enseignant	350	186	149
Personnel non enseignant	40	45	38
Personnel de soutien	39	11	10
Commissaires (5/C.S., 5/CSIM)	45	42	39
Direction générale (CS, CSIM, DRO6.3)	12	11	11
Cadres (cadres, cadres de service, gérants)	41	52	47
MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE	35	19	15
MEQ	-	21	20

- Les ateliers thématiques

En plus des quatre thèmes proposés par le Ministre soit:

1° la mobilisation des ressources ainsi que la valorisation de l'élève, de l'enseignant, de la formation et de l'école,

2° le soutien aux actions de chaque milieu;

3° l'adaptation du calendrier scolaire;

4° l'organisation scolaire et pédagogique;

le Comité organisateur a retenu quatre thèmes plus spécifiques à l'éducation en milieu scolaire «urbain et montréalais» soit:

5° l'école montréalaise et les communautés ethniques et culturelles;

6° pour l'élève de milieu défavorisé: vivre, apprendre et réussir à l'école;

7° alphabétisation, sous-scolarisation et retour aux études;

8° valorisation de la formation professionnelle et collaboration école-entreprise.

D'une durée de deux heures, tous les ateliers sont offerts en français. Pour leur part, les représentantes et représentants du secteur anglophone au Comité organisateur ont décidé d'offrir, en anglais, les ateliers 1 à 5 et d'inviter les anglophones à participer aux ateliers 6 à 8, offerts en français.

Le Comité organisateur a demandé qu'au sein de chaque atelier soit assurée la représentativité de tous les partenaires et que la participation maximum par atelier soit de 25 personnes. Les partenaires étaient invités à participer à deux ateliers, l'un en avant-midi et l'autre en après-midi. La fonction d'animateur et de secrétaire d'atelier a été assumée par des personnes choisies parmi les partenaires du milieu scolaire.

Au Colloque, 35 ateliers se sont déroulés en français et 8 ateliers en anglais. Chez les francophones, les huit thèmes ont été traités. Chez les anglophones, le thème 2 n'a pas été traité faute d'inscriptions suffisantes.

Le tableau qui suit donne le nombre d'atelier et le nombre de participantes et participants par atelier pour les secteurs francophone (F) et anglophone (A).

THÈMES	Ateliers		Participants(es)	
	F	A	F	A
1. Mobilisation des ressources pour la promotion de l'école, de la formation et de la réussite scolaire.	5	2	86	35
2. Moyens à mettre en oeuvre pour soutenir les actions de chaque milieu.	4	-	73	-
3. Calendrier scolaire, réalités sociales et utilisation optimale du temps.	4	2	88	28
4. Organisation scolaire: créer les meilleures conditions de réussite des élèves.	7	2	144	47
5. L'école montréalaise et les communautés ethniques et culturelles.	5	2	141	14
6. Pour l'élève de milieu défavorisé: vivre, apprendre et réussir à l'école.	4	-	77	-
7. Alphabétisation, sous-scolarisation et retour aux études.	2	-	46	-
8. Valorisation de la formation professionnelle et collaboration entre l'école et l'entreprise.	4	-	66	-

- **Les Actes du Colloque**

Dans le cadre du travail en atelier, les participantes et participants devaient se prononcer sur des voies d'action proposées soit par le ministre de l'Éducation (thèmes 1 à 4) soit par le Comité organisateur (thèmes 5 à 8) pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études. Les discussions entre les participantes et participants ont porté sur le choix des moyens et, pour ce faire, il leur était demandé de répondre aux trois questions suivantes:

- en rapport avec le thème, êtes-vous d'accord avec les moyens mentionnés?
- en rapport avec le thème, avez-vous d'autres moyens à suggérer?
- compte tenu de la situation qui existe dans votre milieu, quelles devraient être les priorités de votre milieu?

Les Actes du Colloque rapportent les commentaires, les propositions et les suggestions de l'ensemble des partenaires de l'éducation des milieux scolaire et socio-économique montréalais sur les moyens d'accroître la réussite scolaire et de prévenir l'abandon des études. La partie I est consacrée aux discussions entre les participantes et participants des 35 ateliers qui se sont déroulés en français. La partie II rapporte les discussions entre les participantes et participants des 8 ateliers qui se sont déroulés en anglais: d'abord la version anglaise du compte rendu de ces discussions et, ensuite la traduction française de ce compte rendu. Dans certains ateliers, faute de temps, les participantes et participants n'ont pu discuter de tous les moyens suggérés ou encore identifier clairement des actions prioritaires. Dans d'autres ateliers, les participantes et participants ont pu répondre aux trois questions et, dans certains cas, dégager des consensus sur des actions prioritaires.

Le Comité organisateur a transmis les Actes du Colloque au ministre de l'Éducation pour lui permettre de réaliser une synthèse provinciale des Actes des colloques régionaux, étape préalable à l'élaboration du Plan d'action provincial.

Suite à l'adoption du Plan d'action provincial, le Comité organisateur tiendra une réunion pour s'approprier ce Plan d'action et décider s'il y a lieu de mettre en place une table de concertation regroupant les divers partenaires des milieux scolaire et socio-économique désirant promouvoir la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études.

Pour le Comité organisateur

Jean-Marc Crête, président

Montréal, décembre 1991

PARTIE I

NOTE PRÉLIMINAIRE

Les participantes et les participants aux ateliers qui se sont déroulés en français ont abordé les thèmes suivants:

Thème 1: La mobilisation des ressources pour la promotion de l'école, de la formation et de la réussite scolaire.

Thème 2: Le soutien aux actions de chaque milieu.

Thème 3: L'adaptation du calendrier scolaire.

Thème 4: L'organisation scolaire et pédagogique

Thème 5: L'école montréalaise et les communautés ethniques et culturelles.

Thème 6: Pour l'élève de milieu défavorisé: vivre, apprendre et réussir à l'école.

Thème 7: Alphabétisation, sous-scolarisation et retour aux études.

Thème 8: Valorisation de la formation professionnelle et collaboration école-entreprise.

THÈME 1

MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA PROMOTION DE L'ÉCOLE, DE LA FORMATION ET DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une première voie d'action est proposée: elle consiste à mobiliser les ressources ainsi qu'à valoriser la formation, l'école, l'enseignant et l'enfant

1. **SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:**

A- Réaliser une campagne de nouvel éveil de l'ensemble de la population à l'importance de la formation et de l'école devant les défis actuels?

a) Réaction

Majoritairement les participantes et participants se disent d'accord avec le moyen proposé par le Ministère, sans pour autant voir ce moyen comme une priorité mais plutôt comme un support à l'école, au personnel enseignant.

b) Commentaires et suggestions

- Mettre la priorité sur la formation fondamentale et revaloriser le secteur professionnel.
- Bien cibler les groupes pour être efficace.
- Mettre l'accent sur le rôle de l'école, lieu de la formation générale.
- Utiliser les médias de quartier pour traiter de ce qui se fait dans l'école du milieu (primaire et secondaire).
- Favoriser et valoriser la vie étudiante (comités étudiants, conseils étudiants, etc.) pour motiver les élèves.

- Promouvoir l'apprentissage et l'effort en ciblant principalement les parents et les enfants.

- Établir une communication intensive en développant un partenariat habile entre tous les intervenantes et intervenants.

- Insister davantage sur l'aspect «social» de l'éducation (le rôle que l'éducation permet de jouer dans la société) que sur l'emploi que le diplôme permettra d'obtenir plus tard.

- Donner un sens immédiat aux études: stimuler et faire comprendre l'intérêt des études.

- Faire parler nos jeunes eux-mêmes de leurs besoins.

B- Utiliser davantage les médias à l'intention des élèves du secondaire et de leurs parents pour favoriser une image positive de l'école ainsi que des enseignants et des enseignantes, pour encourager l'étude et, notamment, pour soutenir les élèves lorsqu'ils font leurs devoirs à la maison?

a) Réaction

Dans l'ensemble des ateliers, plusieurs personnes sont réticentes à l'utilisation des médias, en raison des coûts d'une part, mais également parce qu'elles considèrent que les médias véhiculent souvent davantage les aspects négatifs de l'école, les «incidents», que les bons coups, les réussites.

b) Commentaires et suggestions

Celles et ceux qui appuient l'idée d'une telle campagne proposent:

- D'utiliser en priorité la publicité pour véhiculer les messages positifs qu'on veut adresser au public. De véhiculer, par cette publicité, les réalisations des divers milieux scolaires.

- De donner une image valorisante de la connaissance et de la compétence.

- De changer le discours, l'«étiquetage» (décrocheurs - formation professionnelle). De faire attention aux stéréotypes «gagnants» et «perdants» et de démystifier les contextes dits «favorables».

- De valoriser le français et la mathématique, sans oublier de valoriser aussi les autres matières.

- De faire comprendre, par la publicité, la responsabilité parentale.

C- Promouvoir l'engagement de partenaires sociaux et économiques à la détermination et à la poursuite d'objectifs de réussite scolaire dans chaque région?

a) Réaction

Les participantes et participants sont très majoritairement d'accord avec cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- Structurer la participation et la collaboration industrie-école et faire appel aux partenaires sociaux du milieu, aux parents en premier.
- Formation en entreprise: il faut que le milieu intervienne.
- Choisir les partenaires pour mieux refléter la réalité du milieu.
- Mieux articuler les contenus des programmes pour qu'ils soient mieux adaptés au milieu de travail.
- Mettre en place des mesures incitatives pour que les partenaires sociaux et économiques s'impliquent directement dans la détermination et la poursuite d'objectifs de réussite scolaire dans chaque quartier.
- Revaloriser le secteur professionnel face aux divers milieux de travail.
- Alternance école/milieu de travail: on doit s'arrimer aux besoins des entreprises.
- Table de concertation par quartier (ou par commission scolaire selon le territoire couvert) avec implication des intervenantes et intervenants.
- Inclure les élèves dans ces démarches (impliquer les conseils étudiants).
- Prévoir des expériences en milieu de travail pour une meilleure vision de ce que sont ces milieux. Que ces expériences touchent tant les élèves du primaire que du secondaire.

D- Publier des données sur la réussite aux examens officiels et sur les taux de diplomation des élèves dans chaque commission scolaire?

a) Réaction

Ce moyen a été rejeté par la majorité des participantes et participants aux cinq ateliers.

b) Commentaires et suggestions

Celles et ceux qui acceptent ce moyen, malgré plusieurs réserves, proposent:

- La diffusion devrait être faite sous contrôle.
- C'est un couteau à deux tranchants: cela peut aider à l'émulation si on présente des images de réussite. Cela peut aussi être démobilisateur pour certains milieux, alors qu'on veut motiver.
- Il ne faut pas oublier qu'éduquer inclut la possibilité d'échec. La façon dont les données sont présentées est importante.
- Il ne faut pas qu'un tel document soit vu comme une comparaison entre les commissions scolaires et les écoles.
- Les résultats devraient faire l'objet d'une analyse et proposer des moyens pour améliorer les points faibles.
- On pourrait publier les résultats du milieu pour le milieu, sans les distribuer ailleurs.
- Il faudrait ajouter aux données sur la réussite et le taux de diplomation une corrélation avec les indices sociaux et économiques. On pourrait alors établir des comparaisons en tenant compte de la réalité de chaque milieu.

Celles et ceux qui s'opposent à la publication ont mentionné:

- Il y a trop d'abstraction dans ces données.
- Quel usage fait-on d'une telle publication? Des comparaisons? Les enseignants veulent plutôt un «feed-back» sur leur enseignement.
- Il y a trop de variables dont il faudrait tenir compte (milieux sociaux et économiques, présence importante d'élèves de communautés culturelles, etc.).

- Danger de compétition et de comparaison.

- L'usage que font les médias de tels résultats a des effets négatifs dans plusieurs cas.

E- Poursuivre, en vue d'une large publication, les analyses et les recherches (notamment sur le profil socio-démographique des décrocheurs, sur le contexte et les motifs qui conduisent à l'abandon des études, sur les rapports entre le cheminement scolaire des élèves au primaire et la poursuite ou l'abandon des études au secondaire...)?

a) Réaction

Les participantes et participants d'un atelier sont unanimement favorables à cette proposition. Dans les quatre autre ateliers, les avis sont partagés avec une faible majorité de participantes et participants favorables.

b) Commentaires et suggestions

- Faire un inventaire national en vue d'une action concertée.

- Que les recherches fournissent des données qui nous permettent d'approfondir et d'agir. Qu'elles puissent être exploitées par le personnel enseignant.

- La recherche doit «descendre» dans les écoles pour chercher les causes. Voir sur le terrain, dans le concret, ce qui se passe.

- Avec les données, favoriser une meilleure connaissance du phénomène de «décrochage». Voir, par exemple, à quoi, nous, adultes, nous décrochons.

- Suite aux résultats des analyses, développer des stratégies d'enseignement adaptées.

- Travailler sur la perception qu'on a de l'élève (décrocheur potentiel). Il y a une image positive à créer.

F- Soutenir la recherche dans les commissions scolaires et dans les universités sur les conditions de réussite des élèves au primaire et au secondaire?

a) Réaction

Dans un atelier, les participantes et participants sont unanimement favorables à cette proposition, alors que dans les quatre autres ateliers les avis sont partagés à peu près à part égale entre le «pour» et le «contre».

b) Commentaires et suggestions

- Si chaque université ou chaque commission scolaire se lance dans des recherches sur des thèmes très proches, c'est trop. Il faut éviter le dédoublement. Collaboration et échange entre les organismes sont nécessaires.
- Assurer le financement des études.
- Arrimer les sujets de recherche sur le terrain (universités/commissions scolaires).
- Privilégier les recherches dont on peut tirer profit dans les écoles et qui permettent de faire des bilans.

G- Organiser des activités de perfectionnement des diverses catégories de personnel scolaire (sessions, ateliers et journées pédagogiques; colloques et congrès des associations professionnelles...)?

a) Réaction

Les participantes et participants aux cinq ateliers sont majoritairement favorables à cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- Permettre de prendre une année sabbatique pour du perfectionnement.
- Assurer un suivi après le perfectionnement.
- Il faut investir dans le perfectionnement, reconsidérer la mission et les fonds investis, établir des priorités dans les objectifs.
- Il y a des correctifs à apporter dans ce qui existe déjà: les activités de perfectionnement (sessions, journées pédagogiques, etc.) sont trop souvent utilisées pour de l'administration aux dépens de la pédagogie et des enfants.

- Prévoir du perfectionnement pour tous les partenaires scolaires, pour ceux des milieux sociaux et économiques, de la santé, etc.

- Prévoir du perfectionnement qui réponde aux besoins des divers personnels, et aux choix de ces personnels. Que le perfectionnement soit lié non seulement aux programmes, mais également aux caractéristiques sociales du milieu où oeuvrent les personnels impliqués.

- Prévoir un accès plus large au perfectionnement pour tous les personnels, tant les employées et employés à statut précaire que le personnel permanent.

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

- Faire de l'éducation «la» priorité du Gouvernement québécois et de la société québécoise. On pourra ainsi mobiliser...

- Recentrer, repositionner le rôle de l'école sur sa vraie mission, la formation générale...

- Revoir le bien-fondé des programmes pour véritablement enseigner l'ABC des matières.

- Revoir les programmes, les horaires, le nombre d'élèves par classe pour permettre au personnel enseignant d'avoir du temps pour «enseigner», assurer une aide aux élèves qui ont des besoins particuliers et motiver les élèves, en particulier les décrocheurs potentiels.

- Trop de ministères délèguent au ministère de l'Éducation leurs responsabilités lorsqu'ils doivent rejoindre les jeunes (ex.: Santé et Services sociaux, Travail, Industrie et Commerce, Communautés culturelles, etc.). Pour mobiliser les ressources et valoriser la formation, l'école, le personnel enseignant et l'enfant, il faudrait que tous les partenaires soient véritablement centrés sur «la» priorité, l'Éducation, et non pris par des actions qui devraient être réalisées ailleurs ou par d'autres intervenantes et intervenants, même si elles ont toutes un caractère «éducatif» (au sens large du terme).

- Motiver et mobiliser l'équipe-école pour l'amener à motiver les élèves.

- Fournir du soutien aux parents pour les aider dans leur rôle de soutien à leurs enfants (devoirs, leçons, motivation pour les études...).

- Faire appel aux parents qui, souvent, pourraient jouer un rôle «conseil». Les «utiliser» en fonction des besoins de l'école et des possibilités de ces parents (pas seulement pour aider à la bibliothèque ou lors de sorties éducatives), et ce, tout en évitant de leur confier des tâches qui devraient être faites par du personnel rémunéré.

- Mettre l'accent sur le projet éducatif: on trouve la motivation dans des implications actives et des responsabilités.

- Instaurer un système de parrainage, à tous les niveaux, des jeunes enseignantes et enseignants par le personnel plus âgé.

3. **COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?**

Les participantes et participants aux cinq ateliers n'ont pas dégagé de priorités évidentes parmi les sept moyens proposés par le Ministère. Les participantes et participants ont cependant fait part de trois points identifiés comme prioritaires:

1° Qu'on fasse de l'éducation «la» priorité au Québec, avec tout ce que cela implique de délégation, de concertation, de responsabilisation des milieux, de décentralisation et... de budget.

2° Que chaque ministère assume ses responsabilités et ne délègue pas au ministère de l'Éducation (... et à l'école!) les actions qu'il doit faire auprès des jeunes, même si ces actions ont un caractère «éducatif» au sens large.

3° Qu'on aide les parents dans leur rôle de soutien auprès de leurs enfants et qu'on fasse davantage appel à eux comme «personne-conseil» sans pour autant prendre la place du personnel rémunéré.

THÈME 2

MOYENS À METTRE EN OEUVRE POUR SOUTENIR LES ACTIONS DE CHAQUE MILIEU

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une seconde voie d'action est proposée: elle vise, de façon générale, à soutenir les actions de chaque milieu.

1. <u>SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:</u>

A- Appuyer l'élaboration d'un plan d'action dans chaque milieu (par exemple, en communiquant aux commissions scolaires les données sur l'abandon des études dans chacune de leurs écoles; en diffusant dans les écoles secondaires des instruments leur permettant de dépister les élèves enclins à abandonner les études, de même que des outils d'auto-évaluation de leur fonctionnement...)?

a) <u>Réaction</u>

Ce thème ne fait pas l'unanimité. Un atelier déclare que le Ministère propose des objectifs et non des moyens, un autre parle de «beau colloque d'où les élèves décrocheurs sont absents». Par ailleurs, les trois autres ateliers, sans faire mention expressément de leur accord, formulent plusieurs suggestions et retiennent des priorités.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- **Prévoir un plan triennal pour le décrochage scolaire.**
- **Établir un plan d'action au primaire.**
- **Développer la concertation entre tous, les intervenantes et intervenants, les spécialistes, etc.**
- **Travailler sur ce qui se passe après le décrochage, qui est souvent négatif. Mais la vie continue, il y a de l'espoir.**

- C'est un problème social qui commence parfois avant la naissance. Il faut aider les parents à motiver leurs enfants le plus tôt possible.

- Un ajout important: les ressources financières!

- Préparer les enfants au passage difficile du primaire au secondaire.

- Penser à la formation des intervenantes et intervenants: le milieu a changé...

- Les élèves ne sont pas tous prêts lorsqu'ils arrivent au primaire: il y a là un travail important à faire.

- En formation professionnelle (secteur jeunes) assurer une meilleure discipline.

- La tâche du personnel enseignant est trop lourde: il faut humaniser son rôle pour qu'il puisse vraiment aider les élèves.

- Le décrochage est relié aux problèmes de la société. L'école ne peut résoudre seule cette question: donc, concertation nécessaire avec les autres partenaires.

- S'assurer que les informations émanant du MEQ ou de la commission scolaire parviennent effectivement aux enseignants.

- Habiliter le personnel enseignant à reconnaître les premiers signes de décrochage potentiel. Habiliter aussi les élèves à reconnaître eux-mêmes ces signes.

B- Adapter et développer des services à la petite enfance afin d'assurer une entrée réussie à l'école aux enfants des milieux économiquement faibles et aux enfants handicapés?

a) <u>Réaction</u>

Les réactions à cette proposition sont partagées. Des participantes et participants sont très favorables, d'autres défavorables.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Lorsqu'on parle de petite enfance, il faut impliquer les parents. Ne pas leur enlever leurs responsabilités, mais plutôt leur redonner leurs compétences.

- On manque de temps au préscolaire: c'est à revoir.
- Assurer des garderies pour répondre aux besoins de la population... et des enfants.
- Les services à la petite enfance sont importants pour tous et non seulement pour les milieux économiquement faibles ou les enfants handicapés.
- Ne pas intégrer ces enfants en classe normale uniquement pour intégrer. On le fait souvent pour des motifs financiers, personnels, administratifs... pas toujours pour l'enfant.
- L'enfant doué a aussi des besoins spécifiques: il faudrait également développer des services pour cette clientèle.
- Établir la maternelle à temps plein réglerait des problèmes (préparation pour le primaire). Établir également la pré-maternelle avec programme précis.
- Établir une collaboration MEQ-MSSS pour les 0-6 ans (garderies et préscolaire).
- Prévoir l'ajout de ressources selon les besoins propres au milieu et selon les clientèles.
- Établir une collaboration étroite avec le ministère de la Justice, la D.P.J., etc.
- Rendre le préscolaire obligatoire.
- Revoir l'évaluation et la passation au primaire, ainsi que le soutien et la récupération, pour prévenir le décrochage éventuel.
- Même sur l'Île de Montréal, les besoins diffèrent d'une commission scolaire à l'autre, d'un quartier à l'autre. Donc, décentraliser, laisser la liberté d'action selon les besoins.

C- Soutenir financièrement les écoles secondaires, les écoles pour raccrocheurs, les centres d'éducation des adultes dans l'élaboration de projets concertés avec les élèves, l'équipe-école, les parents, les agents socio-économiques et les organismes volontaires d'éducation populaire?

a) <u>Réaction</u>

Les quatre ateliers appuient cette mesure à certaines conditions qui sont formulées dans les commentaires et suggestions.

b) Commentaires et suggestions

- Il y a peut-être suffisamment d'argent. C'est l'administration de cet argent mal distribué qu'il faut revoir.
- Attacher de l'importance aux milieux économiquement faibles qui manquent de soutien.
- Le soutien aux écoles pour «raccrocheurs» est important.
- Ne plus investir dans le secteur des établissements privés qui ne donne pas de services à toutes les clientèles. Récupérer, pour les écoles et les centres d'éducation des adultes, les sommes ainsi économisées.
- Considérer aussi l'école secondaire comme prioritaire. Mettre l'argent à la base plutôt que chez les élèves décrocheurs.
- Donner aux écoles secondaires régulières aussi la possibilité de projets concertés avec les agents socio-économiques et les organismes volontaires d'éducation populaire.
- Problème à cerner: les jeunes de 16 ans fréquentant l'éducation des adultes n'ont pas le vécu des autres...
- Reconnaissance du conseil étudiant pour favoriser la réelle implication et la participation des premiers concernés, les élèves et accorder un budget au conseil étudiant.

D- **Appuyer un «blitz» d'incitation au retour à l'école, dans chaque milieu, pour les jeunes qui ont laissé l'école vers la fin du deuxième cycle du secondaire et qui n'ont que quelque pas à franchir pour terminer leurs études et obtenir leur diplôme?**

a) Réaction

Les réactions sont partagées face à ce moyen d'action, principalement à cause du public cible identifié.

b) Commentaires et suggestions

- «Blitz» partout dans la société. Faire appel aux organismes sociaux.
- Traiter de tous les aspects de la vie. Être positif.
- Parler avec nos jeunes (25 minutes/jour).

- Valoriser l'instruction.
- Si on fait un tel «blitz», attention au soutien à apporter, car il y a toujours risque d'un deuxième échec.
- Ne pas se limiter aux élèves décrocheurs.
- Revaloriser la formation professionnelle au lieu de faire croire qu'il faut un diplôme universitaire pour être quelqu'un.
- Reconnaître d'autres types d'apprentissage que le secondaire V pour fins de certification.
- Lien à faire avec les besoins de l'entreprise.
- Le problème des jeunes qui sont en alphabétisation doit être examiné. Où est le blocage?

E- Repérer et faire connaître des modèles et des expériences mis en oeuvre dans les écoles (par exemple, des expériences d'intégration des matières pour des élèves sur le point de décrocher ou des expériences de groupes d'élèves et de groupes d'enseignants ou d'enseignantes...)?

a) <u>Réaction</u>

Cette question n'a pu être traitée par tous les ateliers. Dans les ateliers où elle a été traitée, les réactions sont plutôt favorables.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Faire passer des messages, montrer des exemples: donner espoir.
- Le manque de coordination dans ce domaine est un problème majeur. Le MEQ doit faire le point, coordonner.
- Diffuser l'information, organiser des comités de rencontres, d'aide.
- Revaloriser l'enseignement, le personnel enseignant, l'élève. Valoriser ce qui se fait déjà par la concertation des milieux.

F- Reconnaître et encourager certaines réalisations d'enseignants, d'enseignantes ou d'équipes-écoles?

a) Réaction

Deux ateliers n'ont pas traité de ce sujet. Les deux autres, plutôt favorables, émettent plusieurs suggestions.

b) Commentaires et suggestions

- L'école alternative se fait remettre en question par la commission scolaire, car il y a tendance à l'uniformisation au MEQ. Il faut faire des choix clairs: innovation ou tradition.
- Encourager l'autonomie professionnelle du personnel enseignant.
- Le système ne nous permet pas d'innover: à corriger.
- Apprendre à comprendre. Cesser les évaluations formatives pour rien.
- Plusieurs projets originent du milieu et nous permettent de sortir des ornières du MEQ. Ces projets pourraient être connus ailleurs.
- Reconnaître et encourager, oui. Supporter serait encore mieux. Y mettre les moyens: allégement de la tâche.
- La structure est trop rigide: il y a tellement de demandes auxquelles il faut répondre, qu'on ne peut plus innover. Il faut en tenir compte.
- Octroyer des bourses - un projet comme cela se fait au ministère de l'Industrie.
- L'actuelle situation découle du désinvestissement de l'État, alors qu'émergeaient plus de nouvelles réalités. Il faut réinvestir en éducation.
- Conseil étudiant: beaucoup de pression pour que les élèves participent, mais peut d'intérêt à les écouter. Redonner aux élèves une part réelle dans les décisions.
- Aménager la tâche du personnel enseignant en fin de carrière pour supporter des projets.

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

- Que les classes d'accueil soient situées dans les écoles à majorité francophone pour favoriser l'intégration et l'apprentissage du français.
- Impliquer les parents semble essentiel pour favoriser la réussite de leurs enfants. Mais le chômage, la pauvreté, le manque de formation posent de graves problèmes. Il faut aussi s'y attaquer.
- Établir un lien entre le primaire et le secondaire pour aider les jeunes lors du passage d'un ordre d'enseignement à l'autre.
- Favoriser la décentralisation, la liberté d'action selon les besoins du milieu.
- Redéfinir l'école en fonction du milieu qu'elle dessert.
- Mettre l'accent sur le primaire, sur la base. Travailler avec la famille sur la motivation des enfants.
- Les élèves des classes d'accueil devraient passer en classe ordinaire lorsqu'ils sont prêts et non après un nombre de mois prédéterminé. On éviterait peut-être découragement et décrochage.
- Réduire le nombre d'élèves par groupe au 1er cycle du secondaire pour que le personnel enseignant assure un meilleur suivi.

3. **COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?**

- Établir un plan triennal pour le décrochage scolaire.
- Impliquer la famille davantage dans l'éducation de ses enfants, tant au primaire qu'au secondaire.
- Intégrer les élèves des classes d'accueil dans les classes ordinaires lorsqu'ils sont prêts.
- Favoriser une ouverture entre l'école, le milieu de travail et les autres ressources du milieu.
- Prévenir le décrochage dès le primaire par des mesures touchant notamment l'évaluation.
- Les services à la petite enfance: une véritable priorité!

THÈME 3

CALENDRIER SCOLAIRE, RÉALITÉS SOCIALES ET UTILISATION OPTIMALE DU FRANÇAIS

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une troisième voie d'action est proposée: elle touche l'adaptation du calendrier scolaire.

1. QUELLES RETOUCHES AU CALENDRIER SCOLAIRE JUGEONS-NOUS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES ÉLÈVES?

FAUDRAIT-IL:

A- Introduire plus d'uniformité et de stabilité dans le calendrier scolaire actuel?

a) Réaction

Quatre ateliers ont traité de cette question. Les participantes et participants considèrent que cette mesure n'a pas d'effet sur la réussite et ne sont pas d'accord avec son adoption.

b) Commentaires et suggestions

- Cela aurait un impact sur l'absentéisme: les amies et amis sont en congé en même temps.
- Réalité sociale: cela cause des problèmes aux parents quand les calendriers ne sont pas uniformes (différences entre primaire et secondaire pour enfants d'une même famille).
- Cela aurait un effet négatif pour le perfectionnement du personnel enseignant. Le calendrier local donne une marge de manoeuvre qui permet d'être plus actuel.
- Il faut respecter les régions géographiques, mais fixer de façon globale le nombre de jours.

- Que l'Île de Montréal et la banlieue aient un calendrier uniforme si possible.

- Si toutes les journées pédagogiques ont lieu en même temps, il y aura problème pour obtenir les ressources du Ministère.

- Prévoir l'uniformité pour la rentrée et la fin de l'année scolaire.

- Cette question n'a pas d'effet sur la réussite ou l'échec ou sur l'abandon scolaire. C'est plutôt un choix pour rendre service aux parents, ou encore un choix politique du ministre de l'Éducation.

B- Que chaque commission scolaire ou chaque établissement adopte son calendrier complet de l'année suivante avant la fin de l'année courante?

a) Réaction

La plupart des personnes qui ont traité de ce thème considèrent que cela n'a aucun rapport avec la réussite scolaire ou le décrochage.

b) Commentaires et suggestions

- Le calendrier est déjà prévu d'avance. Cela n'apporterait aucun changement.

- Le calendrier complet crée un problème en ce qui concerne les imprévus.

- Laisser à chaque établissement une marge de manoeuvre pour s'adapter au milieu.

- Aucun impact sur la réussite scolaire ou l'abandon des études.

C- Accroître le nombre de jours de classe et porter à 185 le minimum prescrit à l'intérieur de 200 jours de l'année suivante?

a) Réaction

Les participantes et participants aux quatre ateliers sont majoritairement défavorables à cette mesure.

b) Commentaires et suggestions

- Si les cinq jours servent à augmenter le temps des spécialistes ou sont consacrés aux élèves qui ont des difficultés (récupération), cela peut être utile.

- Faire vraiment 180 jours de qualité - 185 jours, si on comprend les sorties et les tempêtes.

- Augmenter le nombre de jours: risque d'effet négatif sur les élèves qui ont tendance à décrocher.

- Priorité: utiliser pleinement les 180 jours du calendrier actuel avec utilisation maximale du temps, pour tous le élèves, dans toutes les commissions scolaires et tous les établissements scolaires. Que le ministre de l'Éducation définisse clairement ce que l'on doit faire dans ces 180 jours.

D- Répartir les 185 jours de classe le plus également possible en quatre étapes et les 15 journées pédagogiques aussi le plus également possible au début, entre les étapes et à la fin de l'année?

a) Réaction

Les quatre ateliers semblent avoir traité assez brièvement de cette question, sans doute parce que les 185 jours, n'étaient pas acceptés et, aussi, parce qu'on ne voyait pas quel impact cela pourrait avoir sur la réussite scolaire ou le décrochage.

b) Commentaires et suggestions

- Répartir 180 jours sur trois étapes (Noël, fin mars, juin): donne plus de temps pour enseigner. Donc, favorise la réussite.

- Garder l'autonomie des commissions scolaires.

- Ça se fait déjà dans les 180 jours.

- Ce changement n'aurait aucun impact sur la réussite scolaire ou le décrochage.

E- Aménager l'entrée progressive des enfants à la maternelle à l'intérieur des cinq premiers jours de classe?

a) Réaction

Un atelier fait de cette proposition une priorité. Deux ateliers sont favorables, tandis que le quatrième atelier s'oppose à cette mesure.

b) Commentaires et suggestions

- Cela facilite la réussite scolaire, mais il faut laisser les commissions scolaires et les directions d'écoles assumer leurs responsabilités et répondre aux besoins de leur clientèle.
- Il faut être équitable pour tous les élèves et leur permettre de rentrer à l'école progressivement, de s'intégrer pour les 4 ans, les 5 ans et la première année.
- D'accord pour ce type d'intégration pour les enfants. Mais cela peut causer des problèmes pour les parents qui doivent se libérer.
- L'entrée progressive doit permettre la qualité de la relation avec le personnel de l'école.
- Danger d'uniformiser - cela doit être fait en fonction des besoins dans chaque commission scolaire.
- En maternelle, 4 et 5 ans, c'est très important.
- Le passage de la maternelle à la 1re année est difficile. Prévoir l'entrée progressive en 1re année également pour permettre l'intégration des enfants à l'école.

F- Aménager l'accueil des élèves du primaire et du secondaire en dehors des jours de classe?

a) Réaction

Deux ateliers sont favorables à cet aménagement, tandis que les deux autres s'y opposent.

b) Commentaires et suggestions

- Difficile à réaliser car on ne peut facilement avoir tous les enfants en dehors des jours de classe.
- L'accueil doit se faire avec l'enseignante ou l'enseignant de l'enfant et non avec une autre personne.
- Au secondaire, l'accueil n'est pas une fête, mais une période d'organisation pour pouvoir se mettre ensuite au travail.
- Pour les enfants qui changent d'ordre d'enseignement, l'accueil est plus important. C'est un service éducatif.
- Il faut s'assurer que l'accueil des élèves ne soit pas le magasinage de volumes!
- Consacrer peu de temps. Si sur plusieurs jours, c'est une perte de temps.
- En dehors des jours de classe: il faut que le personnel soit en place pour accueillir les élèves et voir à l'organisation.
- Il ne faut pas que l'accueil en dehors des jours de classe «gruge» les journées pédagogiques.
- On peut penser à: 180 jours de classe, 2 jours d'accueil et 18 journées pédagogiques.
- Laisser à l'organisation locale la question de l'accueil.

G- Tenir des épreuves ministérielles à l'intérieur de trois jours en janvier et de cinq jours en juin?

a) Réaction

Les quatre ateliers sont défavorables à l'énoncé tel que stipulé. Ils apportent cependant des nuances.

b) Commentaires et suggestions

- Pour les élèves à profil lourd, la concentration des épreuves ministérielles amènera un taux d'échec encore plus élevé.
- L'évaluation en fin de module, c'est possible pour janvier.

- Impossible de concentrer ainsi les examens quand on pense à la réussite des élèves: c'est l'enfer pour ceux-ci qui ne peuvent faire deux examens par jour pendant cinq jours.

- Tenir les épreuves ministérielles en juin. Que le ministre de l'Éducation établisse seulement cinq jours d'épreuves pour responsabiliser les commissions scolaires, les écoles et les élèves.

- Ne pas étendre les examens à l'ensemble des matières. Il faut aussi éviter les 12 jours d'examen (4e secondaire - 1991).

N- Encourager la fixation du début de l'année scolaire au troisième lundi du mois d'août pour le personnel enseignant et au jeudi suivant pour les élèves?

a) Réaction

Les quatre ateliers sont défavorables à cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- C'est déjà difficile pour les enseignants de rentrer le 24 août!

- Il y a encore beaucoup de parents en vacances à cette période.

- Impact important sur les emplois d'été: les jeunes ont besoin de travailler.

- Chaque commission scolaire devrait fixer son calendrier scolaire.

- Cela n'a rien à voir avec la réussite scolaire ou l'abandon des études!

I- Encourager la fixation de la fin de l'année scolaire au dernier jour ouvrable précédent le 24 juin pour le personnel enseignant et trois jours auparavant pour les élèves?

a) Réaction

Aucun atelier n'est d'accord avec cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- Maintenir le 23 juin pour les élèves, le 30 juin pour le personnel enseignant.
- Changer les dates ne change rien à la réussite scolaire...

J- Encourager l'inclusion dans le calendrier de 10 à 15 jours de vacances (sans compter les samedis et les dimanches) à la période des Fêtes et de cinq jours de relâche à l'hiver?

a) Réaction

Aucun atelier n'a retenu cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- Deux semaines de vacances pour l'élève, c'est assez; trois, c'est trop.
- L'élève perd le fil, décroche de sa matière quand c'est trop long. Cela perturbe l'enseignement.
- Pour les élèves du primaire qui se gardent seuls à la maison, trois semaines de vacances, c'est trop long. Quand ils reviennent en classe, il faut recommencer comme au début de l'année scolaire.
- Prolonger les vacances aurait un effet plus grand sur le décrochage.
- Décision à laisser aux commissions scolaires.

K- Encourager la tenue de deux des journées pédagogiques sur des thèmes proposés à l'ensemble des réseaux?

a) Réaction

Faute de temps, seulement deux ateliers sur quatre ont traité très brièvement de cette question et ils sont défavorables à cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- C'est mieux d'investir localement que pour la province. Localement, on est plus près des problèmes de réussite des élèves.

- L'Alliance des professeures et professeurs de Montréal demande déjà deux jours de colloque à l'intérieur des 200 jours. Tout comme l'Association des directions d'écoles de Montréal (ADEM)...

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

Compte tenu du nombre de questions qui étaient reliées à ce thème, il semble que les ateliers n'ont pas eu le temps de suggérer, de façon spécifique, d'autres moyens.

3. **COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?**

Les ateliers n'ont pas dégagé de priorités en fonction des onze questions qu'ils devaient traiter. Les participantes et participants ont cependant dégagé des actions qui leur semblent prioritaires.

Priorité 1

Donner les moyens pour que réellement l'éducation soit une priorité et non seulement une volonté politique. Que l'éducation soit considérée comme un investissement et non comme une dépense. Donner aux jeunes les moyens de réussir. L'éducation n'est pas une «business».

Priorité 2

Définir les attentes sociales face à l'école. Préciser le mandat de l'école.

Priorité 3

Utilisation maximale du calendrier (180 jours). L'horaire est mal adapté et inefficace: à corriger. S'assurer qu'il y ait moins de dérangements en classe pour mieux respecter le régime pédagogique.

Priorité 4

Permettre l'entrée progressive en maternelle 4 et 5 ans et, très important, en 1re année du primaire, afin de favoriser l'intégration des élèves.

THÈME 4

ORGANISATION SCOLAIRE: CRÉER LES MEILLEURES CONDITIONS DE RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une quatrième voie d'action est proposée, celle de revoir certains aspects de l'organisation scolaire et pédagogique.

1. **À CE CHAPITRE, QUELLES MODIFICATIONS FAUDRAIT-IL APPORTER POUR CRÉER DE MEILLEURES CONDITIONS DE RÉUSSITE DES ÉLÈVES?**

A- Parmi les enfants qui entrent en première année à six ans (au 30 septembre) les plus jeunes, de quelques mois seulement, redoublent davantage que leurs aînés. Comment y remédier? Doit-on modifier l'âge d'entrée à l'école? Doit-on créer des mesures particulières d'accompagnement des plus jeunes?

a) Réaction

Dans les sept ateliers, la majorité des participantes et participants s'oppose à la modification de l'âge d'entrée à l'école et appuie des mesures particulières d'accompagnement des plus jeunes. Des participantes et participants ont noté aussi qu'il faudrait sans doute éviter les dérogations pour éviter que des enfants trop jeunes ne redoublent.

b) Commentaires et suggestions

- Réduire le ratio maître/élève en 1re année pour faciliter la transition du préscolaire au primaire.
- Faire une étude socio-scolaire sur l'incidence de l'âge sur la réussite. Mesurer le degré de maturation des élèves.
- Maternelle à plein temps: au 2e semestre, apprentissage de la vie à l'école. Rendre cette maternelle obligatoire.
- Si on retarde l'âge d'entrée, il faut maintenir les dérogations après évaluation.

- Ne pas retarder l'âge d'entrée, mais éviter d'accorder des dérogations. Mettre en place des mesures pour intégrer les plus jeunes, les soutenir.

- Au préscolaire, augmenter les services et les mesures d'appoint pour aider à bien préparer les enfants à la 1re année.

- Abolir les dérogations, mais rendre disponibles des services et des activités éducatives autres que scolaires pour les enfants visés.

- Réviser les programmes, repenser l'approche pédagogique et ajouter des ressources.

- Institutionnaliser l'âge, c'est pénaliser les enfants qui sont prêts.

- Remettre sur pied des classes d'attente ou de maturation pour les enfants qui ne sont pas prêts.

- Enlever le doublement de classe au primaire et remplacer par des mesures de soutien.

- Développer des types d'écoles qui répondent aux besoins différents de toute une population.

- Fournir, en début d'année, des personnes-ressources pour aider le personnel enseignant à faciliter un bon départ.

- Évaluer l'enfant non seulement sur ce qu'il sait, mais aussi sur le «pourquoi» de ses problèmes d'apprentissage.

B- Pour suivre régulièrement les apprentissages des élèves et assurer le soutien nécessaire, doit-on, comme le propose le Conseil supérieur de l'Éducation, découper le primaire en trois cycles de deux années chacun et instaurer un temps fort d'évaluation à la fin de chaque cycle?

a) <u>Réaction</u>

Les participantes et participants qui ont traité cette question s'opposent très majoritairement à la proposition du Conseil supérieur de l'Éducation.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Fournir des mesures de soutien pour l'ensemble du primaire, sans diviser par cycle, sans insister sur l'évaluation.

- Fournir du soutien aux élèves et au personnel enseignant.
- L'évaluation doit se faire chaque année.
- L'évaluation varie d'une école à l'autre. On doit mieux définir les critères.
- Donner du support aux élèves en difficulté, surtout au primaire.
- Si on retient le moyen suggéré, on passera trop de temps en évaluation.
- Prévoir de la récupération au primaire pour les élèves qui ont des problèmes, par exemple durant la période estivale.
- Maintenir deux cycles et prévoir de meilleures mesures de rattrapage.
- Revoir la promotion automatique au primaire: il y a beaucoup d'abandons en 1re et 2e secondaire.
- Prévoir l'arrimage entre le primaire et le secondaire. Pas de promotion automatique, mais un pré-secondaire pour ceux qui ont des difficultés.
- Réviser l'évaluation, tous les deux ans. Cela devrait être un diagnostic sur les difficultés de l'enfant. Supporter le personnel enseignant dans les formes de diagnostics et lui donner une formation en ce sens.
- On a besoin de mesures pratiques, d'aide et de prévention d'échecs: pas de mesures structurelles.
- Donner de l'appui à l'élève dès la première évaluation «faible» plutôt que de faire de nombreuses évaluations.
- Ne pas surévaluer sur trois cycles. Faire confiance au personnel enseignant.
- L'évaluation après chaque cycle devrait amener un soutien aux élèves qui n'ont pas réussi.
- Voir où les programmes ont des faiblesses et apporter les correctifs.
- Important pour une certification uniforme de répondre à des normes nationales.
- L'évaluation doit être continue: pas aux deux ans.

- Si on fait trop d'évaluation au primaire (trois cycles), on n'a plus le temps de s'arrêter à l'enfant lui-même.
- Qu'avec les programmes on ait des indicateurs de réussite.
- Avoir plutôt une année de rattrapage en 3e et 4e pour corriger les lacunes.

C- Doit-on également réviser la répartition des années entre les deux cycles du secondaire? Doit-on instaurer un temps fort d'évaluation à la fin du 1er cycle, dans la perspective d'une vérification du cheminement de l'élève et d'un discernement des moyens de l'accompagner et de le soutenir au besoin?

a) Réaction

Un atelier est majoritairement favorable à cette proposition, tandis que les six autres ateliers y sont opposés.

b) Commentaires et suggestions

- Pas de cycles, mais une meilleure répartition des savoirs sur tout le secondaire.
- La 4e secondaire est une année importante. Les élève sont souvent découragés à la fin de cette année, surtout en Sciences.
- Harmonisation des programmes au secondaire, particulièrement en Sciences.
- Harmonisation secondaire/collégial à faire.
- Plutôt que de modifier la répartition des cycles, fournir des mesures d'aide, de soutien, de motivation.
- Attention spéciale à apporter aux élèves de 3e secondaire. C'est souvent là que se prend la décision de continuer ou d'abandonner.
- Le 2e cycle du secondaire est à revoir, à travailler.
- À chaque étape, l'élève doit être aidé. Changer la structure ne donnera rien.
- Évaluation en fin d'année seulement. Autrement, c'est une perte de temps.

- Il faut plutôt redéfinir le secondaire, adapter les programmes sur une base semestrielle plutôt qu'annuelle (comme au cégep). L'élève qui ne réussit pas un cours pourrait le reprendre au semestre suivant.

- Prévoir des portes de sortie pour les élèves qui ne veulent plus continuer. (ex.: ouvrier spécialisé avant secondaire IV).

- Conserver la répartition des cycles, mais instaurer un temps fort d'évaluation pour aider le jeune dans son cheminement. Si cette évaluation ne sert qu'à des fins statistiques: inutile.

- Revaloriser la formation professionnelle et non la formation générale à tout prix.

- Malaise devant le nombre grandissant d'élèves décrocheurs en 3^{e} secondaire. Il faut prendre les moyens pour motiver les élèves à poursuivre leurs études.

- Avoir une formation professionnelle valorisante... et une formation générale avant de penser à enseigner un métier. Ce n'est pas judicieux d'envoyer les élèves trop tôt sur le marché du travail.

- Éviter les étiquettes sur les classes d'enfants en difficulté. Valoriser les classes de cheminement particulier.

D- Ne devrait-on pas repenser les modes et les pratiques d'évaluation, en vue de promouvoir la réussite éducative et de fournir une information utile aux élèves et à leurs parents?

a) <u>Réaction</u>

Les avis sont partagés face à cette question. Une faible majorité semble se prononcer contre cette proposition.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Les parents sont un peu perdus dans la compréhension du bulletin descriptif. Décoder pour ces parents l'outil qu'est le bulletin et y ajouter des commentaires à leur intention.

- Privilégier l'évaluation formative.
- Assurer un suivi journalier des apprentissages en généralisant la pratique de remettre régulièrement aux parents les travaux scolaires de leurs enfants.
- Ne pas remettre en cause les pratiques du personnel enseignant.
- Fournir aux parents une meilleure image des apprentissages.
- Laisser le temps d'apprendre. Limiter les évaluations et laisser plus de temps à l'enseignement, plus de place à l'enfant.
- On peut passer un jugement sur l'apprentissage sans faire une évaluation formelle.
- On enseigne pour évaluer! On n'a plus le temps d'enseigner. Charge trop lourde pour le personnel enseignant. Donc, retarder les évaluations et modifier la tâche du personnel enseignant.
- Les programmes ne comportent pas trop d'objectifs, mais il faut repenser et améliorer les moyens d'évaluation, surtout pour les milieux qui reçoivent beaucoup d'enfants allophones qui comprennent peu le français. Ceux-ci échouent beaucoup.
- Redonner au personnel enseignant le rôle qu'il doit jouer dans l'évaluation de ses élèves.
- Former les enseignantes et enseignants à avoir une manière uniforme d'évaluer, qui serait comprise de tous: personnel enseignant, élèves, parents.
- Évaluation formative avec rétroaction: important pour l'apprentissage de l'élève. Évaluation «diagnostic» pendant l'année.
- Adapter un bulletin pour les élèves en difficulté d'apprentissage.
- Laisser à la commission scolaire sa responsabilité dans le choix du bulletin: qu'on l'encadre au MEQ.
- Bulletin descriptif et notes ne sont pas incompatibles: associer les deux en prenant les avantages de chacun.
- Redonner de la formation au personnel enseignant sur la façon de bâtir le bulletin.
- Que le genre de bulletin au secondaire soit uniformisé. Les commissions scolaires n'ont pas toutes le même bulletin.

- On va vers la démesure avec trop d'évaluations. Mettre l'accent sur l'enseignement.

E- L'entrée au secondaire est une étape cruciale dans la vie scolaire des élèves. Pour un bon nombre d'entre eux, elle est vécue difficilement. Comment peut-on assurer un passage harmonieux au secondaire et une intégration réussie au nouvel environnement scolaire? Doit-on prévoir des modes d'organisation particuliers? Quelles mesures d'accompagnement aideraient les jeunes à franchir cette étape?

a) Réaction

Les participantes et participants aux ateliers sont majoritairement d'accord pour faciliter le passage harmonieux au secondaire.

b) Commentaires et suggestions

- Permettre des tuteurs au secondaire pour encadrer les plus jeunes. Reconnaître officiellement cette mesure. Rendre ces tuteurs disponibles.
- Impliquer davantage les parents au secondaire.
- Prévoir des activités de transition en 6^{e} primaire et 1re secondaire.
- Prévoir les locaux différents pour chaque cycle.
- Prolonger au début du secondaire l'encadrement qu'on trouve au primaire (pour sécuriser les élèves).
- Respecter les spécialités du personnel enseignant pour de meilleurs résultats.
- Au premier cycle: même local pour un même groupe pour les matières de base. Le personnel enseignant pourrait se déplacer plutôt que déplacer les élèves. En somme, créer un sentiment d'appartenance.
- Favoriser le titulariat. Laisser la place, dans les conventions collectives, aux ententes locales.
- Envisager la possibilité de former des généralistes au 1er cycle du secondaire pour répondre à des besoins particuliers d'élèves.
- Utiliser des pairs comme tuteurs (élèves de 2^{e} secondaire, de 5^{e} secondaire...).

- Favoriser chez les enfants l'acquisition de méthodes de travail.

- Accorder du soutien à l'élève.

F- Pour nourrir davantage la motivation des élèves et mieux contribuer à leur formation complète, doit-on faire plus dans le sens du décloisonnement et de l'intégration des matières et des savoirs en général?

a) Réaction

Les participantes et participantes aux ateliers sont plutôt favorables à cette mesure, mais proposent des conditions pour la réussite de ce décloisonnement.

b) Commentaires et suggestions

- Au primaire, où les programmes sont dispensés par un ou une titulaire, avoir un programme intégré.

- Au secondaire, faire le lien entre les matières.

- Sensibiliser les enseignantes et enseignants à l'intégration des matières.

- Intégration des matières au primaire pour motiver les enfants. Tout est interrelié.

- On pense trop en fonction du cégep. Il faut s'entendre d'abord sur les objectifs du secondaire, faire un inventaire des matières.

- Trop d'accent sur les mathématiques comme condition d'admission au cégep en certaines techniques. L'école n'est pas un «service d'emploi».

- Privilégier l'intégration des savoirs... Soutenir le personnel enseignant pour encourager le décloisonnement.

- Les enseignantes et enseignants connaissent mal les régimes pédagogiques: les informer davantage.

- Changer notre approche. Créer des modèles qui nous permettent de former des jeunes pour le 21e siècle. Décloisonnement très bon, mais conditionnel au perfectionnement du personnel enseignant et au respect de chaque professionnel de l'enseignement.

- En intégrant, respecter cependant l'essentiel de la matière.
- Offrir cette mesure aux enseignantes et enseignants comme un moyen et non comme une mesure obligatoire.
- Le décloisonnement implique une réforme en profondeur des milieux physiques et recyclage du personnel enseignant.
- Accorder du temps au personnel pour la concertation.
- Plus facile dans des groupes fermés où des problèmes d'apprentissage ont été identifiés.
- Ne pas négliger les matières complémentaires (ex.: musique) qui développent d'autres aptitudes.
- Développer un concept de polyvalence car il y a moins de sécurité d'emploi.
- Intégrer les matières et corriger les fautes de français dans toutes les matières.

Q- Quel accent devrait-on mettre sur des mesures de soutien à l'encadrement des leçons et des devoirs?

a) Réaction

Bien que la question n'appelle pas d'accord ou de désaccord, les participantes et participants ont formulé plusieurs commentaires et suggestions à ce sujet.

b) Commentaires et suggestions

- Pas d'accord pour les études dirigées: c'est la responsabilité des parents. Mais il est important de fournir du soutien pour certaines familles ou certains groupes socio-économiques.
- Méthode de travail au primaire: technique pour faire de bons devoirs.
- Apprentissage par eux-même à la maison est important.
- Soutien pour l'étude, avec encadrement.
- Tutorat des plus vieux auprès des plus jeunes.
- Mettre des ressources dans l'école pour aider les parents dans cette tâche. Responsabiliser les parents.

- Établir des mesures permettant aux parents de «récupérer» le vocabulaire pour pouvoir aider les enfants dans les devoirs et leçons.

- Mettre sur pied, dans les écoles où c'est nécessaire, des cours d'alphabétisation pour les parents.

- Améliorer le lien école/famille.

- Développer chez les enfants la motivation face à l'effort intellectuel.

- Les parents (aptes) doivent aider moins. Ne pas faire les travaux à la place des enfants.

- Maintenir les études dirigées pour suppléer, dans certains cas, au cadre familial.

- Les études dirigées, après une période de détente (1 heure), dans un local adéquat, un climat favorable, seraient le moyen idéal. Mais difficile à réaliser: transport, coût, disponibilité, etc.

- Laisser les bibliothèques scolaires ouvertes jusqu'à 17 heures pour favoriser les activités.

- Les parents décrochent parce qu'ils sont souvent dépassés par les situations. Il ne faut cependant pas généraliser le décrochage des parents.

- Si la matière est bien enseignée, on ne devrait pas avoir besoin de leçons et de devoirs. Mais certains «profs» n'aiment pas ce qu'ils enseignent et son démotivés...

H- L'abandon est souvent le résultat d'une absence de projet scolaire ou professionnel clairement défini. Le jeune ne voit pas l'intérêt de poursuivre ses études puisqu'il ne les lie à aucun projet d'avenir. Quelles façons de faire, nouvelles peut-être, aideraient les jeunes à faire un choix judicieux quant à leur avenir scolaire et professionnel?

a) <u>Réaction</u>

Bien que la question n'appelle pas d'accord ou de désaccord, les participantes et participants font plusieurs suggestions pour aider les jeunes à faire un choix judicieux quant à leur avenir scolaire et professionnel.

b) Commentaires et suggestions

- Ajouter des ressources en orientation.
- Mettre l'apprentissage en relation avec le vécu des enfants.
- La création d'emplois permettrait aux élèves d'envisager un travail intéressant et les motiveraient à poursuivre leurs études.
- Créer ou rendre les programmes de formation professionnelle conformes au marché du travail.
- Donner plus d'importance à la technologie. Les jeunes vivent dans un monde technologique, mais ne retrouvent rien à l'école dans ce domaine.
- Donner des cours manuels au primaire pour initier les enfants à la technologie.
- Donner de l'importance à la formation professionnelle et mieux informer les jeunes à ce sujet.
- Redéfinir l'école secondaire.
- Faire connaître les différentes carrières et ouvertures possibles.
- Inviter les chambres de commerces locales pour faire connaître aux élèves un vécu concret.
- Resserrer les liens avec l'entreprise. Favoriser les stages.
- Permettre aux enfants de s'extérioriser, de faire connaître leurs points forts et les valoriser pour les rendre plus intéressés à travailler à l'école.

I- Est-il toujours pertinent de hausser les exigences de la sanction des études qui s'appliquent actuellement aux élèves de 3e, 4e et 5e année du secondaire (par exemple, en ajoutant des matières obligatoires additionnelles)?

a) Réaction

Cinq ateliers n'ont pu traiter de cette question. Les deux ateliers qui l'ont abordé l'ont fait brièvement et ne sont pas favorables à la hausse des exigences de la sanction des études.

b) Commentaires et suggestions

- Si on hausse les exigences, on augmente le décrochage.
- Les normes sont suffisantes pour l'instant. Mais ne pas donner de diplômes à rabais.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

- Stimulation précoce.
- Classes de maturation.
- Donner la chance à l'école de déterminer les besoins de son milieu, d'y répondre et de vivre son projet éducatif.
- Développer le secteur des activités parascolaires. Ne pas donner au personnel enseignant des «bouts de tâche» comme parascolaire. Cela implique nécessairement des fonds.
- Ne pas se limiter à des moyens d'orthopédagogie lorsqu'il y a des difficultés scolaires, mais voir le milieu familial et avoir une vision globale.
- Trop de sanctions, de retenues à l'école ne servent à rien pour les élèves.
- Plus de garçons décrochent à cause du manque de modèles masculins. Qu'on s'attarde à ce problème.
- Que l'école offre plus de souplesse aux enfants de milieux défavorisés ou de famille monoparentale.
- Donner du pouvoir aux jeunes. Éviter l'attitude paternaliste.
- Les enfants choisissent de travailler au détriment des études. Choix de société. Analyser le pourquoi: créer de meilleures conditions de réussite.
- On s'en va vers d'autres valeurs. Quoi faire avec les jeunes qui travaillent?
- Favoriser des classes de douance dans chaque commission scolaire pour favoriser le goût de travailler.
- Revenir à des classes homogènes et prévoir des programmes d'enrichissement.

- Éviter le parachutage du personnel enseignant qui est en apprentissage à chaque fois qu'il change de matière ou de niveau.

- Beaucoup d'échecs dans le nouveau cours «physique 416-436». Trop de laboratoires et de rapports de laboratoire pour les élèves. Frustrant pour les jeunes et le personnel enseignant.

- Si on laisse les élèves réguliers avec les élèves en difficulté d'apprentissage dans un même groupe: démotivation possible. Privilégier les groupes de douance, aider davantage les élèves en difficulté. Que reste-t-il pour les élèves «réguliers»?

- On n'a pas d'objectif de société. On a mal placé l'argent. On est dans une société diversifiée: a-t-on diversifié notre pédagogie? Les pertes professionnelles dues au stress ou au burn-out sont énormes chez le personnel enseignant. Celles et ceux qui gouvernent ne sont pas à l'écoute des problèmes.

- Société à l'image de nos écoles. Absence des parents. Lorsque les parents sont présents et préoccupés par l'éducation, ils envoient les enfants au privé!

- À 16 ans, le jeune peut aller à l'éducation des adultes. Si sur «B.S.» on l'oblige à faire des études, mais il n'est pas motivé. Le ministère de la Main-d'oeuvre et le ministère de la Santé et des Services sociaux devraient être conscients de l'impact de cette démotivation.

3. <u>COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU</u>?

- La qualité et la motivation des enseignantes et enseignants: soutien et perfectionnement.

- Encourager les jeunes à s'instruire en leur faisant voir toutes les possibilités qui s'offrent à eux (formation générale, technique, et professionnelle).

- L'apport des parents pour aider et encourager le jeune à continuer. Donner aux parents qui en ont besoin du soutien professionnel pour remplir leur tâche.

- Mesures de soutien pour tous les élèves qui en ont besoin: élèves faibles, en difficultés d'apprentissage, décrocheurs potentiels, élèves des communautés culturelles...

- Réaffecter les budgets aux priorités. Ajouter les sommes nécessaires.

THÈME 5

L'ÉCOLE MONTRÉALAISE ET LES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES ET CULTURELLES

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une cinquième voie d'action est proposée: elle vise de façon générale à renforcer les interventions auprès des élèves des communautés ethniques et culturelles.

1. <u>SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:</u>

A- Renforcer et développer les mesures existantes en fonction de l'accroissement de l'immigration? Améliorer les services éducatifs à l'intention des enfants arrivants et des élèves des communautés culturelles? Quels seraient ces services?

a) <u>Réaction</u>

Les cinq ateliers sont favorables à l'amélioration des services éducatifs.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- <u>Prérequis</u>: Informer adéquatement les futures immigrantes et futurs immigrants des conditions de vie et de la culture québécoise.
- Répartition plus équitable des classes d'accueil dans des écoles plus francophones.
- Augmenter le temps au soutien linguistique (1 heure/semaine: trop peu).
- Apporter un support adéquat aux immigrantes et immigrants déjà en place.

- Mettre en commun les expériences: créer une banque de données.
- Coordonner et améliorer les services offerts par le CEICI (administratif et pédagogique).
- Réduire le nombre d'élèves dans les groupes concernés. Utiliser les services d'orthopédagogues pour les sous-scolarisés.
- Assurer une flexibilité du temps d'accueil pour tenir compte des clientèles (plus d'un an si nécessaire).
- Des journées complètes dans les classes de francisation.
- Stabiliser les budgets des classes d'accueil et permettre une gestion distincte de ces budgets dans l'école.
- Faciliter l'intégration des élèves dans des classes où les titulaires sont intéressés.
- Intéresser le personnel enseignant à la culture des élèves de l'accueil. Lui donner une formation en ce sens.
- Que les classes à forte concentration ethnique puissent échanger avec des classes à majorité francophone.
- Intensifier l'apprentissage du français à la maternelle (et même à un plus jeune âge). Intégrer les enfants à un groupe de même origine parlant français.
- Maternelle de francisation: porter le temps à une journée complète.
- Problème de multi-degrés en accueil: diminuer le nombre d'élèves et réduire le nombre de niveaux dans les classes d'accueil.
- Les élèves de l'accueil arrivent au secondaire avec des lacunes, surtout en français. Prolonger la période d'accueil au-delà de 10 mois. Établir une concertation sur le classement de ces élèves.
- Injecter l'argent nécessaire. Les enseignants s'interrogent: le ministre de l'Éducation va-t-il accepter de «déplacer» des sommes d'argent?.
- Favoriser le changement d'attitudes des jeunes. Il faut leur apprendre à vivre dans un milieu francophone.
- Donner plus de soutien aux parents. Même les COFI ne les rejoignent pas tous.

- Français à l'école, langue d'origine à la maison, anglais dans la rue! Il faut donner aux élèves une étape pour les sensibiliser à la culture québécoise. Promouvoir le français dans les corridors de l'école (ex.: chanson québécoise francophone).

- Le personnel enseignant **réagit** au lieu d'**agir**, parce qu'il doit apprendre sur les lieux mêmes. Formation à donner.

- Ajouter des cours d'histoire au primaire.

- Au secondaire les classes sont trop nombreuses, surtout quand on y intègre les élèves de l'accueil.

- La façon dont l'argent est dépensé n'est pas efficace. On devrait pouvoir gérer ces sommes de façon collective, de concert avec les autres services.

- Établir plus de liens entre les commissions scolaires pour partager les expériences.

- Apporter un support adéquat au personnel enseignant en place. Accorder plus d'importance aux valeurs.

- Obtenir de l'aide des services sociaux - interprètes au besoin.

- L'intégration en classe ordinaire ne devrait pas se faire en cours d'année. De plus, il faut accorder des ressources spécifiques aux classes ordinaires où on intègre les élèves de l'accueil.

- Tenir compte des écoles mono-ethniques (écoles de certaines communautés culturelles). Comment peut-on intégrer à la société québécoise les enfants de ces écoles? S'assurer que le nombre d'heures de français prévu est respecté.

- Le soutien aux parents est essentiel. Il n'y a pas assez d'agents de milieu.

- Pour les enfants nés ici, mais dont les parents sont «en marge» de la société québécoise, il faut une aide spéciale.

B- Adapter les programmes, le matériel didactique et les critères d'évaluation pour cette clientèle ou doit-on chercher à combler l'absence des acquis pour répondre aux objectifs es programmes en vigueur?

a) Réaction

Les participantes et participants s'opposent majoritairement à ce qu'on adapte les programmes, le matériel didactique et les critères d'évaluation.

b) Commentaires et suggestions

- Combler les lacunes. Augmenter les services offerts par le programme Trait d'union et les offrir à l'ensemble des commissions scolaires de l'Ile.
- Réduire le nombre d'élèves vus par le personnel enseignant dans le cadre du programme Trait d'union.
- Adapter le matériel via le contenu des manuels.
- Prévoir un tempe d'arrêt pour faire évaluer les programmes.
- Améliorer les connaissances en grammaire au primaire.
- Valoriser le secteur de la formation professionnelle auprès des jeunes des communautés culturelles.
- Apporter des précisions sur le nombre d'élèves par classe lors de l'intégration.
- Différencier les niveaux de scolarisation et les problèmes d'adaptation scolaire.
- Revoir la norme sur l'accès au soutien linguistique.
- Tenir compte du fait que le problème de l'abandon scolaire ne se pose pas de la même façon pour les élèves des communautés culturelles que pour les élèves québécois de souche.
- Développer des mesures d'aide. Ajouter des fonds en orthopédagogie.
- Valoriser la langue française auprès des francophones afin qu'ils la véhiculent.
- Établir un système de dépannage pour le travail à la maison.
- Modifier l'approche des programmes de 1979.

- Donner les ressources pour adapter les programmes de français.

- Faire passer des examens aux jeunes pour bien les classer selon leurs connaissances.

- Ne pas adapter les programmes: le modèle doit être commun.

- Enseigner le français à l'intérieur des autres matières, aussi dans les classes l'accueil.

- Instaurer plus de comités permanents qui se pencheront sur les moyens d'action. Évaluer ensuite ces moyens.

- Pas d'évaluation à la 1re étape pour cette clientèle. (Enlever ainsi le stress chez l'enfant et chez le personnel enseignant.)

- Ne pas diminuer les critères d'évaluation ou les standards de réussite. Plutôt combler l'absence des acquis sur une longue période (2 ou 3 ans).

- Favoriser l'apprentissage du français chez les parents **dans l'école de leur enfant**. On pourrait en profiter pour leur parler des programmes, etc.

- Augmenter le nombre «d'agents de liaison». Que l'accessibilité de ces personnes-ressources soit rendue possible aux écoles qui en ont besoin. On peut aussi avoir des interprètes si le besoin se fait sentir.

- «Déghettoïser» les écoles. Mais ce n'est pas seulement à l'école qu'il appartient de solutionner le problème de la francisation: c'est un problème de société.

- Prévoir un système de parrainage par les pairs pour aider les jeunes à faire leurs devoirs.

- Il faut investir. Refaire de l'éducation une priorité et contrer le décrochage. Cela vaut aussi pour les communautés culturelles. Donc, prendre des mesures concrètes.

- Instaurer dans le système scolaire des mesures pour aider les élèves à faire leurs devoirs, leurs études, et ce, par des gens qui ont les compétences pour ce faire.

- Laisser le milieu trouver, par des rencontres, les solutions. Les aider, par l'apport «d'agents de milieu», à trouver ces solutions.

- Si on adapte les programmes: risque de faire des citoyennes et citoyens de seconde zone: fournir plutôt du soutien.

- Obtenir l'aide des municipalités, d'autres organismes...

C- **Encourager la mise en oeuvre par les commissions scolaires de campagnes de promotion et de valorisation du français? Ce soutien doit-il aller jusqu'au financement de ces campagnes? Si oui, dans quelles proportions?**

a) Réaction

La majorité des participantes et participants est favorable à de telles campagnes, mais propose des formules variées.

b) Commentaires et suggestions

- Campagne propre à chaque milieu, avec caractère incitatif.
- Faire appel au bénévolat des personnes retraitées, du personnel enseignant.
- Débloquer des fonds pour augmenter le nombre de personnes-ressources. Que le ministre donne les outils: libération des personnes.
- Les cas de retard scolaire affectent de plus en plus les groupes ethniques. Au primaire, avec un soutien linguistique de 45 minutes/semaine, on exige de ces enfants une performance égale à celle des autres élèves.
- Rétablir les classes pour les 4 ans (accueil et francisation).
- Organiser des activités littéraires dans les écoles où on est en contact avec la culture québécoise. Valoriser les auteurs québécois: concours littéraire, activités genre «Génies en herbe», etc.
- Rendre obligatoire le programme Trait d'union pour les élèves faibles (moins de 65%).
- Désaccord avec les campagnes de promotion. Permettre d'abord aux jeunes d'apprendre la langue. Augmenter le temps en classe d'accueil et diminuer les multi-degrés dans ces classes.
- Décentraliser des budgets spéciaux pour les projets à l'accueil.
- Campagne de promotion dans chaque école: très important.
- L'Office de la langue française pourrait apporter une aide pour de telles campagnes: budget et mesures incitatives.

- Approches positives pour inciter les immigrantes et immigrants à parler français (ex.: pièces de théâtre en français, productions orales ou écrites, etc.).
- À travers les médias, favoriser la promotion du français pour les parents et les enfants.
- D'accord pour la promotion: pas seulement de la publicité. Obtenir la collaboration de tous les partenaires: MEQ, commissions scolaires, etc.
- Favoriser des cours de culture québécoise dans les écoles mono-ethniques.

D- Prévoir des mesures particulières pour les écoles de concentration ethnique élevée? Quelles seraient ces mesures?

a) Réaction

Les participantes et participants sont majoritairement favorables aux mesures particulières pour de telles écoles et proposent des formules variées.

b) Commentaires et suggestions

- Répartir équitablement les classes d'accueil dans les écoles.
- Fermer les écoles qui ne regroupent pas une majorité d'élèves québécois de souche (ex.: École St-Luc). «Déghettoiser».
- Donner des ressources pour toutes et tous: pas de programmes à rabais.
- Favoriser l'intégration dès la petite enfance.
- Couper les subventions au secteur privé afin d'appliquer cet argent au secteur public pour résoudre ces problèmes.
- Que les élèves fréquentent une école de quartier et ne soient pas regroupés dans une école à forte concentration ethnique.
- Favoriser les échanges d'élèves entre milieux différents (plus ou moins de francophones dans l'école). Fournir le transport, au moins sur l'île de Montréal.

- Promouvoir le français plus que le PELO, bien qu'on approuve le PELO.
- Les écoles pluri-ethniques égalent souvent racisme. Prendre tous les moyens pour développer l'harmonie.
- Réveiller les racines québécoises des francophones et réduire les résistances. En contrepartie: cours sur l'histoire des autres ethnies.

E- Élaborer et implanter un plan de formation interculturelle à l'intention du personnel en éducation?

a) Réaction

Les participantes et participants sont d'accord avec cette proposition.

b) Commentaires et suggestions

- Un plan s'adressant à chaque catégorie de personnel: prévoir une formation flexible.
- Axer la formation sur la diversité culturelle.
- Valoriser la personnalité, la culture et l'accepter.
- Surtout pour le personnel des écoles à forte concentration ethnique.
- Favoriser l'engagement du personnel enseignant (et de direction...) issu des ethnies.
- La formation interculturelle doit s'adresser à toutes et tous. Pas seulement de petits projets, mais de véritables cours. Prévoir aussi des cours pour les élèves sur les différentes cultures... y compris la culture québécoise.

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

- Immersion dans un milieu francophone suite au séjour en classe d'accueil. (Ex.: passer un moment à la campagne)

- Favoriser les activités parascolaires pour tous les élèves, francophones et allophones.

3. <u>COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU</u>?

- Informer adéquatement les futures immigrantes et futurs immigrants des conditions de vie et de la culture des Québécois et Québécoises.
- Laisser au milieu, par des rencontres, de trouver des solutions. Aider chaque milieu, grâce à des «agents de milieu», à trouver ces solutions.
- Intégrer les parents à l'école.
- Formation des personnels à la réalité interculturelle.

THÈME 6

POUR L'ÉLÈVE DE MILIEU DÉFAVORISÉ:
VIVRE, APPRENDRE ET RÉUSSIR À L'ÉCOLE

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une sixième voie d'action est proposée: elle a pour objet de répondre aux besoins spécifiques des milieux sociaux économiquement faibles.

1. SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:

A- Revendiquer une politique de développement de plein emploi afin de contrer l'accroissement de la pauvreté?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par la moitié des personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- Le ministre de l'Éducation doit saisir le Conseil des ministres de l'urgence de l'application de cette mesure tout en l'associant à une politique de formation.
- La conjoncture étant défavorable, on devrait se tourner vers des formules comme le temps partagé.
- Le plein emploi doit être relié à l'obtention de diplômes afin de revaloriser la formation scolaire.
- Assouplir les règles d'embauche par la reconnaissance de l'expérience comme critère de compétence.
- Maintenir une certaine souplesse au niveau local. L'implantation et l'organisation de cette mesure doit répondre aux besoins du milieu.

B- Revendiquer comme mesure permanente, l'élargissement du préscolaire 4 ans à demi-temps, du préscolaire 5 ans temps plein et une aide particulière aux garderies de ces milieux?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par l'ensemble des personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- On doit assortir cette mesure d'un plan à long terme qui touche le soutien au personnel enseignant, l'aide et l'implication des parents, le matériel pédagogique approprié et la disponibilité des locaux.
- Réviser l'indice de défavorisation du milieu pour appliquer les mesures rattachées à la carte de la pauvreté à une clientèle élargie.
- Rendre obligatoire la maternelle 5 ans et dans certains cas, convertir à temps plein la préscolaire 4 ans. Par contre, pour d'autres participantes ou participants, ce moyen risque d'une part, de minimiser l'importance de l'éducation par la famille et d'autre part, de centrer tous les efforts sur le préscolaire au détriment du travail effectué en garderie.

C- Ajouter des personnes-ressources afin de faciliter le développement des liens entre parents, personnel enseignant, école et milieu?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par l'ensemble des personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- L'ajout de personnes-ressources est nécessaire parce que la clientèle s'est alourdie et s'est diversifiée. On souhaite que le personnel enseignant soit libéré pour permettre des rencontres fréquentes avec les parents et ces personnes-ressources.
- L'allégement de la tâche du personnel enseignant et la diminution du ratio maître-élève pourraient permettre une plus grande communication avec les élèves et un suivi auprès des parents.

- Créer «l'agent de milieu», et cela pour chaque école en milieu défavorisé, afin d'assurer le lien entre la famille et le milieu scolaire.

- Instaurer des «agents d'intégration linguistique» et bien définir le rôle des divers intervenantes et intervenants scolaires.

- Utiliser les ressources existantes: le milieu social pourrait générer des projets d'aide et d'encadrement des familles. L'école doit être ouverte au parent et le revaloriser dans sa capacité à accompagner et à aider l'enfant.

- Augmenter le nombre de personnes-ressources constitue une démarche qui va tout-à-fait dans le sens d'un programme de lutte à la pauvreté.

D- Accroître le nombre des techniciennes et des techniciens d'aide sociale en nombre suffisant pour accompagner les élèves en cheminement et ainsi contrer le décrochage scolaire (mesure permanente)?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par la majorité des personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- Ne pas mettre l'accent sur un type d'intervenante et d'intervenant en particulier; laisser le milieu décider des personnes-ressources dont il a besoin.

- Étendre cette mesure aux deux ordres d'enseignement et aux adultes afin d'assurer de l'aide au personnel enseignant et aux élèves qui ont grandement besoin d'être écoutés et conseillés.

- Il faut plutôt diminuer la tâche du personnel enseignant et le ratio maître-élève et cesser de couper les budgets destinés aux services déjà existants.

E- Accroître le nombre de personnes-ressources afin de rendre possible et efficace un programme de soutien aux devoirs et aux leçons?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par la moitié des personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- Le climat familial n'est pas toujours propice à l'étude: il faudrait faire valoir auprès des parents l'importance de la continuité entre l'école et le milieu familial et les revaloriser dans leur rôle d'aide et de support à l'enfant.
- On doit plutôt favoriser l'animation de loisirs après les heures de classe à cause du peu de rentabilité de l'étude à ce moment de la journée.
- Faire appel aux services de personnes du milieu, parents, personnes retraitées, pour encadrer bénévolement des élèves.
- Utiliser, d'une part, les services de récupération et d'autre part, le parrainage d'élève pour développer l'entraide et la coopération.

F- Accroître le nombre de personnes-ressources pour la création et le développement de matériel pédagogique adéquat qui tient compte des réalités du milieu?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par peu de personnes présentes.

b) Commentaires et suggestions

- Semble utopique puisque le budget destiné à l'éducation est réduit.
- Mettre en place un système de validation des productions locales pour assurer une plus grande diffusion.
- Utiliser les services du personnel enseignant retraité.
- Affecter des personnes-ressources aux écoles multiethniques.

G- Mettre en place des mesures visant à permettre aux élèves d'acquérir les bases nécessaires pour leur faciliter l'acquisition des objectifs des programmes en vigueur?

a) Réaction

Ce moyen d'action n'est pas discuté; quelques personnes seulement ont fait des commentaires, les autres se sont abstenues.

b) Commentaires et suggestions

- Instaurer des cours de prévention à l'échec scolaire et des cours de récupération.
- Accorder le soutien nécessaire aux élèves allophones sous forme d'enseignement individualisé en ajoutant des personnes-ressources.
- Adapter les examens destinés aux élèves des classes spéciales ou aux clientèles en difficulté d'apprentissage.

H- Demander que les mesures lancées par le ministre Pagé pour combattre la faim demeurent et s'ajustent au développement de la conjoncture?

a) Réaction

Ce moyen d'action est reçu avec un accueil mitigé.

b) Commentaires et suggestions

- Cette mesure a été implantée dans l'improvisation. Des ajustements devront être apportés pour respecter la dignité des personnes, tenter d'éviter la marginalisation des élèves pauvres qui les identifie davantage, tenir compte des ressources (emplois) déjà en place, éviter le gaspillage et la mauvaise utilisation des «coupons».
- Responsabiliser plutôt les parents dans l'établissement de cuisines collectives.
- Cette question relève plutôt de choix politiques et est le résultat du manque de congruence de la part des divers ministères.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

- Repenser toute la dimension du travail extra-scolaire et voir comment on peut composer avec cette réalité; doit-on développer une formule études-travail?
- Diminuer le ratio maître-élèves et alléger la tâche du personnel enseignant.
- Impliquer tous les partenaires sociaux dans un partenariat efficace.
- Réviser les cours pour les rendre conformes aux exigences de la profession ou du métier exercé par l'élève plus tard.
- Refaire la carte de la pauvreté pour permettre l'accès aux services rattachés à cette mesure à une clientèle plus large.
- Mettre en place d'autres mesures pour faciliter et encourager la participation des parents à la vie de l'école; les considérer comme des partenaires à part entière.
- Diriger et réorienter les élèves en voie de décrochage en les informant sur la formation professionnelle et l'éducation aux adultes et en leur assurant un soutien extra-scolaire.

3. COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?

Dans les quatre ateliers, aucune priorité n'a été établie sur les huit moyens d'actions suggérés par le Comité organisateur.

Deux ateliers ont établi leurs priorités sur des moyens élaborés par leur assemblée respective.

1er atelier

- En plus des personnes-ressources, des techniciennes et techniciens d'aide sociale, alléger la tâche des enseignantes et enseignants afin de leur permettre de soutenir les élèves dans leur cheminement et de les écouter face à leurs problèmes et à leurs attentes pour assurer une communication plus grande avec les parents.
- Baisser le nombre d'élève dans les classes.
- Impliquer tous les partenaires sociaux dans un partenariat efficace.

- De façon générale on suggère de reconduire cette mesure: «Revendiquer comme mesure permanente, l'élargissement du préscolaire 4 ans à demi-temps, du préscolaire 5 ans plein temps et une aide particulière aux garderies de ces milieux». Mais prévoir un support au personnel enseignant et aux parents.

- Ajouter des personnes-ressources afin de faciliter le développement des liens entre parents, personnel enseignant, école et milieu.

2° atelier

- Repenser toute la dimension du travail extra-scolaire et voir comment on peut composer avec cette réalité. Doit-on développer par exemple une formule études-travail?

- Diminuer le ratio maître-élèves.

- Donner des cours qui soient congruents avec les exigences d'une formation professionnelle. À définir en fonction de la profession qui sera exercée.

THÈME 7

ALPHABÉTISATION, SOUS-SCOLARISATION, RETOUR AUX ÉTUDES

Pour réaliser une véritable réussite scolaire et assurer à toutes et tous une formation qualifiante, une septième voie d'action est proposée; elle vise le retour aux études pour les personnes qui en ont besoin.

1. **SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:**

A- Appuyer un «blitz» d'incitation au retour à l'école visant les jeunes qui ont abandonné vers la fin du secondaire?

a) Réaction

Un atelier est d'accord avec ce moyen d'action alors que l'autre ne l'est pas.

b) Commentaires et suggestions

Celles et ceux qui sont d'accord avec ce moyen ont mentionné:

- Qu'est-ce que ça signifie «qualifiante»? Ne faudrait-il pas admettre que tout le monde n'a pas le même potentiel? Reconnaître les limites de l'école, réaliser que l'on ne peut forcer quelqu'un à apprendre et que l'on devrait pouvoir développer des programmes qui tiennent compte de ces différences. Il faut que la Société trouve une place pour les personnes qui ne pourront parvenir à avoir un DES alors qu'on est en situation où il n'y a pas d'emploi.

- Les jeunes donnent des raisons pour expliquer le décrochage scolaire: le manque de contact humain, le manque de lien entre les cours et la vie, le manque de reconnaissance des jeunes qui ne sont pas écoutés, le manque d'activités qui rendraient l'école intéressante.

- L'arrivée des 16-18 ans à l'Éducation des adultes n'est pas la solution. On est inquiet de voir diminuer artificiellement les statistiques du décrochage des jeunes aux dépens de l'augmentation de celui des adultes. On craint que ces jeunes ne soient replacés en situation d'échec et redécrochent. Il faut dire à ces jeunes que l'Éducation des adultes, ce n'est pas facile. Il faut avoir des écoles de raccrochage différenciées de l'Éducation des adultes avec une bonne coordination entre les secteurs jeunes/raccrocheurs/adultes.

- Les jeunes soulignent l'importance de connaître le monde du travail par des stages (puisqu'on ne peut pas trouver d'emploi) avant de retourner aux études, stages qui permettraient d'apprendre à s'organiser.

- Il faut revaloriser la formation professionnelle et diminuer les seuils d'accès au CEP et au DEP pour ne pas exclure une partie de la clientèle du marché du travail.

- Il faut revaloriser l'école et la profession enseignante, arrêter le mépris envers la fonction d'enseignant.

Celles et ceux qui sont en désaccord avec ce moyen mentionnent:

- N'est-il pas préférable de valoriser l'incitation à demeurer à l'école au lieu de tout axer sur le retour à l'école? La promotion de l'Éducation des adultes auprès des élèves décrocheurs et des adultes devrait être davantage considérée comme un support de société.

B- Soutenir financièrement les mesures de «raccrochage»: écoles pour raccrocheurs, éducation des adultes...?

a) <u>Réaction</u>

Ce moyen d'action est retenu.

b) Commentaires et suggestions

- Qu'il s'agisse d'écoles de raccrochage ou de centres d'éducation des adultes, la gestion doit se faire en fonction des besoins de la clientèle et non pas des règles budgétaires. Le financement ne doit pas être le moteur des décisions administratives qui doivent être prises en fonction de la pédagogie ou de l'andragogie.

- Augmenter les budgets.

- Faciliter le retour aux études par différentes mesures: garderies, horaires adaptés, etc.

- Investir avec une mission claire: adaptation, qualification, employabilité.

- Voir l'école comme un agent formateur vers le marché du travail.

- Reconnaître du temps réservé au suivi pour encadrer les élèves et accorder des budgets à cet effet.

- Quand les jeunes et les adultes en difficulté ont été dépistés, il faut diminuer les ratios pour ces groupes, leur accorder un profil de formation différent à un rythme spécial d'apprentissage et accorder les ressources et le temps voulu pour cette formation. De plus, ne pas avoir peur de multiplier les modèles.

- Organiser des visites en entreprise à l'intention des élèves en vue de l'obtention d'un emploi.

C- Élaborer une politique globale de retour à l'école?

a) Réaction

Vu comme une stratégie d'action, ce moyen d'action est retenu.

b) Commentaires et suggestions

- Miser sur la prévention avant de financer le raccrochage. Une politique globale de maintien à l'école: l'Éducation des adultes ne doit pas devenir le système scolaire; élaborer une politique plus sociale, pas seulement scolaire et consolider ce qui existe déjà.

- Pour certaines personnes, il faut que la politique globale de retour à l'école soit élaborée par un comité paritaire formé de représentants du MEQ, des commissions scolaires, du personnel enseignant et des élèves. Il faut laisser l'initiative aux instances régionales et locales, ne pas donner de chèque en blanc au MEQ.

D- Reconnaître le ministère de l'Éducation comme maître d'oeuvre du secteur de l'alphabétisation?

a) Réaction

Ce moyen d'action a été retenu de façon explicite par un seul atelier.

b) Commentaires et suggestions

- «Oui» à la condition que le MEQ soit le seul maître d'oeuvre et responsable de l'ensemble du dossier.

E- Assurer l'accessibilité aux services complémentaires pour répondre aux besoins spécifiques de ces personnes adultes et plus particulièrement des jeunes adultes (16-18 ans)?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu mais il est reformulé pour éliminer la condition liée à l'âge (16-18).

b) Commentaires et suggestions

- Les services complémentaires (psychologues, orienteurs, etc.) à la clientèle qui retourne aux études doivent être développés et pas seulement pour les 16-18 ans, mais à la condition que cela n'augmente pas les ratios.

F- Assurer une aide financière aux personnes inscrites à des cours dans le cadre de retour aux études?

a) Réaction

Ce moyen d'action a été retenu.

b) Commentaires et suggestions

- Il faut soutenir financièrement le retour aux études mais ne pas créer par cette mesure un incitatif pour augmenter le décrochage.

- Soutenir financièrement, c'est perçu comme un certain encouragement, un boni pour favoriser le retour aux études: l'aide financière aux personnes est primordiale (il faut actuellement que la personne attende d'être en chômage pour avoir de l'aide). Dans ce sens, couper les budgets pour les études à temps partiel est absurde.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

Il n'a pas été suggéré d'autres moyens.

3. COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?

Un seul atelier a indiqué des priorités sans pour autant mentionner leur ordre d'importance:

- Avoir des «écoles décrochage» différenciées de l'éducation des adultes avec une bonne coordination entre les secteurs jeunes/raccrocheurs/adultes.

- Rendre disponibles aux jeunes des stages en industrie pour leur permettre de connaître le monde du travail.

- Revaloriser la formation professionnelle et diminuer les seuils d'accès au CEP et au DEP pour favoriser l'accès au marché du travail.

- Comme support aux jeunes et aux adultes en difficulté, diminuer les ratios maître-élèves et leur accorder une formation différente à un rythme spécial d'apprentissage et leur offrir les ressources et le temps requis pour les former.

THÈME 8

FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une huitième voie est proposée: valorisation de la formation professionnelle et collaboration entre l'école et l'entreprise.

1. **SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:**

A- Réviser les dispositions de l'aide financière aux élèves en formation professionnelle?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu.

b) Commentaires et suggestions

- Actuellement il n'y a pas d'aide financière particulière accordée aux élèves en formation professionnelle sauf celles rattachées aux programmes d'assurance-chômage et du bien-être social.

- Des modalités d'aide financière sont suggérées: À titre d'exemple:

  - l'«épargne-étude» placée par les parents devrait être rendue disponible aux élèves du secondaire;

  - instaurer un système de prêt et bourse pour les élèves en formation professionnelle qui serait semblable à celui existant au collégial;

- obtenir des fonds des entreprises à qui profitera la formation des élèves.

B- Soumettre à la consultation le projet d'un régime pédagogique de la formation professionnelle?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu.

b) Commentaires et suggestions

- Le MEQ a peu consulté jusqu'à date: il doit consulter davantage. Il doit revoir aussi ses modes de consultation auprès du milieu scolaire et du milieu socio-économique.
- Le projet d'un régime pédagogique doit être présenté à l'industrie pour obtenir d'elle un «feed-back». L'industrie doit être consultée lors de l'élaboration des programmes.
- Développer la collaboration commission scolaire et industrie.
- Le régime pédagogique doit s'adapter à l'âge de la clientèle en regard de l'accès aux programmes; il doit aussi tenir compte du fait que l'élève-adulte se distingue de l'élève-jeune par sa capacité d'apprentissage et son expérience. Les programmes doivent être mieux adaptés.

C- Poursuivre l'implantation des nouveaux programmes d'études et procéder à l'examen des programmes offerts aux exclus de la formation de base?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu. Certaines personnes ont souligné que ce moyen doit être accompagné de l'aide financière nécessaire.

b) Commentaires et suggestions

Les «exclus»:

- Les «exclus» sont souvent des personnes avec qui il est difficile de communiquer. Conscients de ce problème, les partenaires socio-économiques suggèrent la mise en place d'activités manuelles au primaire et des cours sur les voies technologiques au secondaire (I à V). Développer, dès le primaire, les habiletés manuelles des élèves par des activités appropriées (ex.: École St-Paul-de-la-Croix, CECM).

- Les «exclus» ce sont les élèves décrocheurs. La formation professionnelle n'a pas l'entière responsabilité du décrochage: il faut chercher aussi du côté de l'absence d'aide financière. Pour ces exclus, penser à leur donner une formation d'appoint pour leur permettre d'acquérir les préalables requis aux programmes de formation professionnelle.

- Il faut continuer à subventionner l'éducation populaire pour récupérer ceux qui ont quitté l'école.

- Penser à une «voie parallèle» pour les clientèles jeunes et adultes qui ne peuvent atteindre les seuils prévus pour la formation professionnelle.

- Maintenir le programme Insertion professionnelle et sociale des jeunes pour la clientèle EHDAA.

Les programmes:

- Des programmes mal conçus découragent les jeunes adultes qui doivent toucher trop de théorie.

- Offrir le même programme aux jeunes et aux adultes favorise le décrochage des jeunes.

- Dans certains programmes, comme Secrétariat et Commerce, les jeunes semblent plus valorisés que les adultes à cause de leur capacité d'absorption et, à ce niveau, les adultes sont complexés vis-à-vis leur réussite et sont aussi pénalisés par la trop grande concentration de cours à suivre.

L'industrie:

- Pour certaines industries, la formation est considérée comme une dépense ce qui explique qu'elles ne soient pas très nombreuses en formation. Les subventions CFP peuvent aider à ce niveau.

- Pour certaines industries, la formation professionnelle est déficiente ce qui explique pourquoi elles importent leur main-d'oeuvre de d'autres pays.

- Une alliance «milieu de l'éducation et industrie» pourrait aider à obtenir du financement du Conseil du trésor.

- Favoriser les échanges avec l'industrie pour faire connaître la culture du monde des affaires aux élèves. Ce genre d'échange peu coûteux valorise les élèves et bénéficient aussi au personnel enseignant.

D- Adopter un plan directeur de la répartition des enseignements et des investissements sur le territoire?

a) Réaction

Ce moyen d'action est retenu par l'ensemble des personnes présentes. Certaines personnes ont précisé qu'il est même essentiel.

b) Commentaires et suggestions

Au plan gouvernemental:

- le débat entre le MMSR-FP (création de sociétés de développement de main-d'oeuvre) et le MEQ (comités consultatifs pour centres spécialisés) inquiète: qui va gérer la formation professionnelle? Un débat fructueux doit se faire entre les deux ministères. Le MEQ doit indiquer clairement sa position quant à l'existence des centres spécialisés. Par ailleurs, il n'y a pas unanimité à désigner le MEQ comme le maître d'oeuvre en formation professionnelle.

- Une hypothèse est soulevée: créer un ministère de la formation professionnelle.

Au plan provincial:

- Il faut «débureaucratiser» l'intervention au niveau de la formation professionnelle. Pour éviter des coûts élevés par commission scolaire, il est préférable de répartir par spécialité régionale. Le plan directeur du MEQ n'a pas à imposer le mode de fonctionnement aux commissions scolaires. Le MEQ n'a pas à tout régenter dans les régions: chaque région doit associer les partenaires sociaux pour déterminer ses besoins.

- Le Québec n'a pas les moyens de se payer la structure actuelle. Il faut rationaliser les centres d'éducation des adultes.

- La carte des enseignements permet de «contingenter» pour mieux investir.

- Une volonté politique doit être exprimée pour favoriser le partenariat (ex.: avantages fiscaux). De même, éliminer les lourdeurs administratives.

Au plan régional:

- L'aménagement en formation professionnelle est très coûteux. Privilégier en milieu scolaire les concepts-clés et favoriser la concertation avec l'industrie pour la pratique pour rationaliser l'investissement en matériel: les centres doivent avoir une gamme «moyenne» d'équipement.

- Les établissements doivent être prêts à bouger rapidement s'ils veulent s'associer aux industries. Dans certaines options professionnelles, on doit chercher à favoriser le lien avec l'entreprise pour rationaliser les équipements et impliquer le monde des affaires. Le dynamisme des commissions scolaires est important pour générer des ententes avec les entreprises.

Lien «MEQ - Universités»

- Le MEQ pourrait instaurer des systèmes de consultation actifs entre l'université et le milieu.

- L'université pourrait affecter des sommes à des recherches pertinentes sur la formation professionnelle.

- La formation professionnelle au secondaire n'est pas traitée dans les cours universitaires.

E- Prévoir un développement stable de ces enseignements tout en permettant la latitude nécessaire pour répondre aux besoins des nouvelles technologies et/ou des nouveaux investissements?

a) <u>Réaction</u>

Ce moyen d'action a été examiné dans trois ateliers sur quatre.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- L'opposition Québec vs Ottawa se fait au détriment des personnels et de la clientèle en formation professionnelle. Si le financement est disponible, il doit être remis sans tarder aux divers centres. La main-d'oeuvre doit relever de la juridiction du Québec pour stabiliser le suivi adéquat.

- Développer un plan à moyen et à long terme.

- On laisse trop facilement tomber la formation de base pour la formation sur mesure. Évaluer la formation de métiers intermédiaires pour aider ceux qui ne peuvent obtenir leur DES. Il faut cependant exiger le DES avant d'aller en formation professionnelle.

- S'inspirer de ce qui se passe en Europe: alternance industrie-école (2 mois - 2 mois) soit 50% des élèves travaille en industrie alors que l'autre 50% est à l'école.

- Le partenariat école-industrie doit favoriser des stages qui ne constituent pas du «cheap labor». Les syndicats ne sont pas opposés aux stages: ils demandent à être considérés comme des partenaires en cette matière.

- La formation est un investissement à long terme. L'industrie veut des résultats à court terme. Le personnel enseignant en formation professionnelle doit être qualifié, ce qui n'est pas exigé des formateurs en industrie.

- Pour l'industrie, les fonctionnaires sont souvent une entrave.

F- Mettre en oeuvre une campagne d'information et de promotion?

a) <u>Réaction</u>

Ce moyen d'action est retenu.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

De façon générale...

- Une campagne d'information et de promotion c'est utile pour faire connaître les programmes disponibles, pour aider à contrer le décrochage. De même, une telle campagne permet de faire connaître des alternatives aux cours dits «réguliers». C'est important l'information et la promotion auprès des élèves: cibler aussi les plus jeunes.

- Faire la promotion des secteurs de formation où il y a une forte demande de main-d'oeuvre. Faire connaître les métiers prioritaires, les commissions scolaires et les écoles spécialisées.

De façon spécifique, à l'école...

- On remarque que les conseillères et conseillers en orientation ne font pas toujours leurs travail d'information. Les options professionnelles devraient être publicisées davantage à l'école. Socialement, on ne valorise pas toujours la formation professionnelle. Les conseillères et conseillers en orientation devraient se ressourcer constamment pour bien jouer leur rôle d'intervenant auprès des élèves. Si une bonne promotion est faite à l'école, il est inutile de faire des campagnes dans les médias.

- L'éducation au choix de carrière doit se faire de façon continue de 3e secondaire à 5e secondaire.

- Actuellement, les cours d'initiation à la technologie et d'éducation au choix de carrière ne jouent pas leur rôle de «déclencheurs» pour orienter les jeunes vers des études techniques qui les intéressent.

- Des activités réalisées dans les commissions scolaires ne sont pas toujours publicisées (ex.: formation sur mesure en industrie).

- Si on réussit à spécialiser les centres, la promotion va se faire plus facilement.

De façon spécifique avec l'entreprise...

- Faire connaître l'industrie aux élèves, dès la 1re ou 2e secondaire pour les aider dans leur orientation.

- Faire de l'information et de la promotion auprès des partenaires socio-économiques (ex.: Chambre de commerce, Conseil du patronat). Ne pas laisser aux industries le leadership des options professionnelles à développer. La concertation avec les commissariats industriels est souhaitée (bien que plus difficile à Montréal).

6- Publier un document à l'intention des commissions scolaires sur les services à offrir aux entreprises en matière de développement des ressources humaines?

a) <u>Réaction</u>

Un des quatre ateliers a examiné ce moyen d'action sans explicitement mentionner qu'il était d'accord avec ce moyen.

b) Commentaires et suggestions

- La formation sur mesure doit répondre aux besoins de l'industrie. À cet effet, de façon régulière, il faut libérer du personnel enseignant pour répondre à la demande. Plus particulièrement, dans certains domaines spécialisés (secteurs de pointe), comment répondre à l'industrie qui exige un personnel enseignant très bien formé?

- Les sommes perçues pour la formation sur mesure doivent revenir à la formation professionnelle.

- L'accès aux industries n'est pas si facile. Il faudrait centraliser l'information sur les offres que le système d'éducation peut faire à l'industrie.

H- Développer des formules pédagogiques diversifiées et adaptées facilitant l'acquisition des préalables aux filières (CEP - DEP - ASP)?

a) Réaction

Deux ateliers sur quatre ont examiné ce moyen d'action. Un seul atelier a donné explicitement son accord.

b) Commentaires et suggestions

- Développer des formules pédagogiques diversifiées et adaptées facilitant l'acquisition des préalables aux filières (CEP - DEP- ASP) mais s'assurer qu'il y ait la promotion d'une formation de base.

- Essayer d'intégrer des cours d'appoint.

- Reconnaître les acquis d'un DEP à l'autre.

- Offrir la possibilité de compléter plus d'un DEP dans des domaines connexes.

- Développer de bonnes formules d'évaluation des préalables.

I- Favoriser un retour en formation professionnelle des jeunes qui ne détiennent qu'une formation générale (DES)?

a) Réaction

Seulement deux ateliers ont traité de ce moyen d'action et un seul a donné explicitement son accord.

b) Commentaires et suggestions

- Il ne faut pas que ça devienne un «fourre-tout».
- Si les métiers étaient plus reconnus, les élèves s'inscriraient plus facilement en formation professionnelle avant la fin du DES plutôt que de s'essayer du côté du cégep et finalement revenir au secondaire.
- Les élèves qui reviennent vers le secondaire devraient être obligés de passer les tests d'évaluation des préalables fonctionnels.
- Favoriser un retour en formation professionnelle des jeunes qui ne détiennent qu'une formation générale (DES) en utilisant la publicité à cette fin.

J- Assurer l'engagement des personnes-ressources pour réaliser du matériel didactique approprié?

a) Réaction

Deux ateliers sur quatre ont examiné ce moyen d'action. L'un des ateliers indique qu'il est essentiel.

b) Commentaires et suggestions

- Actuellement, lors de l'implantation des programmes, il y a peu d'argent alloué pour acquérir du matériel didactique: peu de matériel disponible.
- Les personnes-ressources engagées doivent être du milieu de la formation professionnelle. Le développement du matériel doit se faire à partir des orientations du MEQ dans les centres spécialisés, là où est l'expertise.
- Avoir accès rapidement à ce qui se fait dans d'autres commissions scolaires.

I- Favoriser un retour en formation professionnelle des jeunes qui ne détiennent qu'une formation générale (DES)?

a) Réaction

Seulement deux ateliers ont traité de ce moyen d'action et un seul a donné explicitement son accord.

b) Commentaires et suggestions

- Il ne faut pas que ça devienne un «fourre-tout».
- Si les métiers étaient plus reconnus, les élèves s'inscriraient plus facilement en formation professionnelle avant la fin du DES plutôt que de s'essayer du côté du cégep et finalement revenir au secondaire.
- Les élèves qui reviennent vers le secondaire devraient être obligés de passer les tests d'évaluation des préalables fonctionnels.
- Favoriser un retour en formation professionnelle des jeunes qui ne détiennent qu'une formation générale (DES) en utilisant la publicité à cette fin.

J- Assurer l'engagement des personnes-ressources pour réaliser du matériel didactique approprié?

a) Réaction

Deux ateliers sur quatre ont examiné ce moyen d'action. L'un des ateliers indique qu'il est essentiel.

b) Commentaires et suggestions

- Actuellement, lors de l'implantation des programmes, il y a peu d'argent alloué pour acquérir du matériel didactique: peu de matériel disponible.
- Les personnes-ressources engagées doivent être du milieu de la formation professionnelle. Le développement du matériel doit se faire à partir des orientations du MEQ dans les centres spécialisés, là où est l'expertise.
- Avoir accès rapidement à ce qui se fait dans d'autres commissions scolaires.

K- Assurer l'accessibilité aux services complémentaires pour les élèves de la formation professionnelle?

a) Réaction

Deux ateliers sur quatre ont examiné ce moyen d'action. Un seul atelier a explicitement donné son accord.

b) Commentaires et suggestions

- Un seul commentaire: les adultes devraient avoir droit aux services (ex.: psychologues).

L- Reconnaître le ministère de l'Éducation comme le maître d'oeuvre de la formation professionnelle?

a) Réaction

Trois ateliers sur quatre ont examiné ce moyen d'action. Deux sur trois sont favorables à ce qu'il y ait un maître d'oeuvre, mais n'optent pas pour le même alors que le troisième atelier ne favorise pas une chasse gardée en cette matière.

b) Commentaires et suggestions

Maître d'oeuvre...

- Reconnaître les commissions scolaires et les partenaires comme maître d'oeuvre de la formation professionnelle. Quant aux divers ministères concernés par la formation professionnelle, ils doivent coordonner leurs interventions.

- Reconnaître le MEQ comme maître d'oeuvre de la formation professionnelle car il y a sûrement une nécessité à ce qu'un organisme centralise dans le but d'éliminer toute la confusion dans ce domaine. Le MEQ doit garder le contrôle de la formation professionnelle, l'améliorer et garder un droit de regard.

Autre...

- Pas de «chasse-gardée». Rechercher l'harmonisation entre les ministères concernés (MEQ, MMSR) et les partenaires.

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

- Au 2e cycle du secondaire, donner des cours sur le monde du travail pour permettre aux élèves de comprendre ce monde et les réalités qu'ils auront à vivre lorsqu'ils seront sur le marché du travail.

3. **COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?**

Deux ateliers sur quatre ont indiqué des priorités.

Dans un atelier, les personnes ont mentionné l'ordre d'importance de leurs trois priorités soit:

1° Reconnaître le MEQ comme le maître d'oeuvre de la formation professionnelle.

2° Valoriser la formation professionnelle.

3° Instaurer un régime de prêt et bourse comme support financier aux élèves.

PARTIE II

PREAMBULE

The participants in the English workshops dealt with the following themes:

Theme 1: Mobilizing resources and valuing students, teachers, schools and education.

Theme 3: Adapting the school calendar.

Theme 4: Re-examining certain aspects of educational and instructional organization.

Theme 5: The schools of Montreal and the ethnic and cultural communities.

Each of the four themes was studied and discussed by two workshop groups during the day.

Not dealt with due to insufficient errollment at both sessions was:

Theme 2: Supporting community initiatives.

Each theme was studied and discussed in the framework of three sections found in the discussion document:

1) the consideration of the measures presented in question form,

2) suggestions for other measures in keeping with the theme,

3) the prioritizing of the measures.

Section 1

As suggested in the workshop discussion document, reactions under each theme are recorded for each suggested measure showing:

a) agreement or disagreement with the idea,

b) a summary of suggestions/proposals/comments,

c) the section entitled "Actions to be given priority by the community" did not appear to be clearly understood. When entries appeared under this heading, they seemed to fall more properly in the category of suggestions.

Section 2

Following the order of the discussion document, "other measures" are summarized and listed towards the end of the section dealing with each theme.

Section 3

Prioritizing of the measures in the discussion document appears at the end of the report on each theme studied.

THEME 1

MOBILISING RESOURCES AND VALUING STUDENTS, TEACHERS, SCHOOLS AND EDUCATION

In order to increase the success rate in school and to prevent students from dropping out, a first course of action is proposed: mobilising resources and valuing students, teachers, schools and education.

1. **ACCORDING TO THIS COURSE OF ACTION, WHAT MEASURES SHOULD WE TAKE? SHOULD WE...**

A- ...launch a campaign to raise public awareness of the importance of school and education in the face of current challenges?

a) Reaction

Agreement from both workshops but not unanimous.

b) Suggestions/proposals/comments

- Follow up present T.V. ads without slick media campaigns, to show where education can lead, i.e. which careers and options.
  - campaigns should:
    i) be reality based,
    ii) present the aims and objectives of the education system,
    iii) be multifaceted and directed at the wider community.
- New funding must be provided without diverting monies from elsewhere in the system.

B- ...made greater use of the media to promote a positive image of school and teachers among secondary school students and their parents, to encourage students to study and especially to encourage parents to support them in doing homework?

a) Reaction

No consensus. One workshop agreed, the other disagreed.

b) Suggestions/proposals/comments

- Media to be interpreted as all forms of communication.
- Could serve to highlight positive aspects of education and increase social connection between students and teachers.
- Possible means for improving the self-image of teachers and students who are the best advocates for the educational system.

C- ...promote the involvement of social and economic partners in setting and pursuing objectives related to success in school in each region?

a) Reaction

Agreement from both workshops.

b) Suggestions/proposals/comments

- Encourage work-study programs, career days, etc. linking up with a broad network of agencies and businesses both within and outside Quebec.
- Develop awareness programs at all levels beginning with early childhood along with responsible business involvement in the educational process.
- MEQ needs to adapt curriculum and take a serious look at the area of vocational/professional education, allowing more flexibility, e.g. grant credits for work-study experience as in other provinces (Ontario).
- Provide resources for schools to develop tailor-made programs based on local needs with liaison persons to deal with the employment sector as well as support personnel to help students experiencing difficulties.

- Initiate and encourage a more open attitude at all levels of the educational system that would make it easier to establish school - business partnerships.

D- ...publish data on the passing rate in ministry examinations and on graduation rates among students in each schoold board?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Make the data "available" rather than publish in might be more acceptable.
- Without regard for accountability, this action would encourage competition, create higher levels of stress, discourage teachers and increase the number of student dropouts.

E- ...conduct analyses and research with a view to widespread publication on issues such as the socio-demographic profile of dropouts, the contert and motives that lead students to drop out of school, the relationship between the student's progress in elementary school and whether they stay in or drop out of school at the secondary level and so on?

a) Reaction

General agreement but not unanimous.

b) Suggestions/proposal/comments

- General impression is that enough research has been done and that it needs to be surveyed before any action is taken.
- Some question regarding the validity of existing research as well as the statistics provided by the MEQ: drop out report seems too high.
- Risk of creating profiles that will stereotype and ghettoize certain students when failure may only be due to readiness factors.

- Publication of results should be limited to professionals who may need it to improve services such as early intervention.

F- ...support research in school boards and universities on the conditions governing students' success in elementary school and in secondary school?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Such research should be conducted at the local school level with teachers in control of and responsible for each project.
- Provide teachers with assistance in research expertise as required.
- Research projects should be relevant to the classroom situation.
- Avoid excess of projects and research overload.

G- ...organize professional development activities for various categories of school personnel (for example, in-service sessions, workshops and professional development days; symposiums and conventions for professional associations)?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- To be effective, professional development activities must:
  - i) address local situations,
  - ii) be relevant to teacher/student needs,
  - iii) be well prepared, well organized and of high quality,

iv) cover a broad range of subjects that may enrich the whole person,

v) be ongoing.

- Areas of professional development might be in:

  i) team building at the local level,

  ii) building student-teacher relationships to enhance willingness to learn.

- Some concerns are:

  i) that such professional development activities not be offered at the expense of teaching time,

  ii) that adequate professional development funding be provided: $165.00 a year per teacher is not enough,

  iii) that no program be implemented until materials in English are in place locally and all participants are prepared,

  iv) that professional development activities be school based and include teachers, support staff and administrators.

2. **IN KEEPING WITH THE THEME, DO YOU HAVE ANY OTHER MEASURES TO SUGGEST?**

a) Develop structures that permit students and teachers to feel an ownership of the system which they can value and where they feel empowered to initiate change.

b) Be sure to include parents among those to be valued in the theme. They often are valuable resources that should not be overlooked.

c) Focus on ways and means of enhancing the image of the teaching/learning process in society. Build self-esteem for students and teachers, stressing respect, cooperation and collaboration as the best environment in which learning takes place.

d) Encourage students to take responsability for their own learning, never forgetting that students and their needs must always be the top priority.

e) Adopt a stance of openness towards new possibilities and of willingness to break down the barriers within the system.

3. TAKING INTO ACCOUNT THE PARTICULAR SITUATION IN YOUR COMMUNITY, WHAT SHOULD YOUR COMMUNITY PRIORITIES BE?

Measures	Rank	Frequency
...promote the involvement of social and economic partners in setting and pursuing objectives related to sucess in school in each region?	1	1
	2	1
...conduct analyses and research, with a view to widespread publication, on issues such as the sociodemographic profile of dropouts, the context and motives that lead students to drop out of school, the relationship between the students' progress in elementary school and whether they stay in or drop out of school at the secondary level, and so on?	2	1
	3	1
...support research in school boards and universities on the conditions governing students' success in elementary school and in secondary school?	3	2
...organize professional development activities for various categories of school personnel (for example, in-service sessions, workshops and professional development days; symposiums and conventions for professional associations)?	1	1
	4	1

THEME 3

ADAPTING THE SCHOOL CALENDAR

In order to increase the success rate in school and to prevent students from dropping out, a third course of action is proposed: adapting the school calendar.

1. WHAT MODIFICATIONS TO THE SCHOOL CALENDAR WOULD HELP STUDENTS SUCCEED IN SCHOOL? SHOULD...

A- ...the current school calendar be more stable and uniform?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Need to define "stable" and "uniform".
- Setting of the school calendar should remain at the local level in consultation with teachers and parents.

B- ...each school board or private school adopt its full school calendar for the following year before the end of the current school year?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- This is the current practice in most if not all the school boards in the Montreal area: retain the status quo.

C- ...the number of class days be increased to a prescribed minimum of 185 out of the 200 days for the following school year?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Quality time in contact with students is the important factor.
- In the context of preventing or decreasing the drop out rate, there seems to be no correlation with this measure.

D- ...the 185 class days be distributed as evenly as possible over 4 terms and the 15 professional development days also be distributed as evenly as possible over the beginning and end of the school year and between terms?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Must be decided at the local school board level after consultation: question of local autonomy.

E- ...time be provided for the staggered admission of kindergarten students within the first five class days?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Option should be available but the decision should be taken at the local level.

F- ...time be provided for the orientation of elementary and secondary school students outside of class days?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Decision should rest at the local level when to provide such orientation during the school year.

G- ...the period for ministry examinations not exceed three days in January and five days in June?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- There could be fewer days given over to examinations but the number should be a decision taken at the local level.

H- ...it be recommended that the beginning of the school year be set on the third Monday in August for teaching staff and on the following Thursday for students?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- This should be a matter for discussion and decision at the local level.

I- ...it be recommended that the end of the school year be set on the last working day preceding June 24 for teaching staff and three days prior to that working day for students?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- In respect for autonomy, such a decision should be taken at the local level.

J- ...it be recommended that the school calendar provide for 10 to 15 vacation days (excluding Saturdays and Sundays) during the holidays at the end of December and the beginning of January and 5 days for the winter break?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- This is a matter for negociation, consultation, and decision at the local level.

K- ...it be recommended that two professional development days be devoted to collective themes proposed to all schools and school boards?

a) Reaction

No consensus: one group agreed, the other disagreed.

b) Suggestions/proposals/comments

- Why not let schools and school boards propose themes?

2. **IN KEEPING WITH THE THEME, DO YOU HAVE ANY OTHER MEASURES TO SUGGEST?**

a) The following statement was submitted by both groups.

We do not believe that there is a direct correlation between an increase in the number of instructional days and the preventing of students from dropping out.

We believe that there is a benefit to increase the quality educational contact time between students on the one hand and educators and school community resource personnel on the other hand, through the development of appropriate educational experiences for students.

If the increase to quality educational contact time is to be pursued as an objective, then it is our belief that the consultative process regarding its development and possible implementation must be begun at the local school community level.

b) To reduce the dropout rate:

i) the option of "semestering" should be incorporated into the "Régimes pédagogiques".

ii) the school boards with "outreach programs" (e.g. PSBGM) should continue offering them with increased financial aid from the MEQ.

iii) there should be more flexibility within programs, e.g. "long vocational", by taking into account particular student needs and allowing student input.

iv) reasons for students dropping out are complex: avoid ready-made solutions.

3. **TAKING INTO ACCOUNT THE PARTICULAR SITUATION IN YOUR COMMUNITY, WHAT SHOULD YOUR COMMUNITY PRIORITIES BE?**

No report.

THEME 4

RE-EXAMINING CERTAIN ASPECTS OF EDUCATIONAL AND INSTRUCTIONAL ORGANIZATION

In order to increase the success rate in school and to prevent students from dropping out, a fourth course of action is proposed: re-examining certain aspects of educational and instructional organization.

1. **<u>WHAT CHANGES SHOULD BE MADE TO CREATE BETTER CONDITIONS FOR STUDENTS TO SUCCEED IN SCHOOL</u>?**

A- Among the students who begin Elementary One at the age of 6 (by September 30) the youngest, though only by a few months, are more likely to repeat a grade than their older peers. How can this by remedied? Should special measures for younger students be introduced?

a) <u>Reaction</u>

Disagreement, but not unanimous.

b) <u>Suggestions/proposals/comments</u>

- Acknowledge individual differences.
- Lower class sizes and group students according to readiness.
- Make kindergarten (age 5) compulsory.

B- To ensure regular monitoring of students' learning and to provide the necessary support, should elementary school be divided into three cycles of two years each and an intensive evaluation period be established at the end of each cycle, as proposed by the Conseil supérieur de l'Éducation?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- More summative evaluation tends to lead to more failures.
- Emphasis should be on-going formative evaluation that is teacher directed and informal.
- Need to decentralize student evaluation practices: formal, intensive testing (e.g. MEQ exams) is too stressful for young children.

C- Should the distribution of the years between the two secondary cycles be revised? Should an intensive evaluation period be established at the end of Cycle One, with a view to verifying the students' progress and identifying means of monitoring and supporting the student where necessary?

a) Reaction

Disagreement but not unanimous.

b) Suggestions/proposals/comments

- The whole secondary structure is in question.
- Concern as to how Special Education students would be served under this measure.

D- Should there be a review of evaluation instruments and practices, with a view to promoting success in school and to providing useful information to students and their parents?

a) Reaction

Agreement but not unanimous.

b) Suggestions/proposals/comments

- Instruments should be designed to measure more than rote memory alone.
- Need to move away from formal evaluations (e.g. MEQ exams) and accept on-going teacher evaluations.

E- Starting secondary school is a critical step in students' school life. For many the experience is difficult. How can a smooth transition to secondary school and a successful integration into the new school environment be ensured? Should special organisational measures be provided for? What measures would help young people successfully make this transition?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Strong support measures need to be increased, reinstated, introduced as the case may be: for example, peer support is important and effective in the transition period.
- Create a "protected environment" for Grades 7 & 8 students, either within the existing secondary school or in a Junior High School, where they can experience a community life and participate in activities designed for them.
- Grade 6 teachers and Secondary I teachers should meet periodically during the school year, both formally and informally, to discuss programs and expectations.

F- To increase students' motivation and better contribute to their overall education, should more be done to decompartmentalise and integrate studies and knowledge in general?

a) Reaction

Agreement but not unanimous.

b) Suggestions/proposals/comments

- Make curriculum subjects relevant.

- Offer wider range of options without overemphasis on CEGEP entrance requirements.

-

G- How much emphasis should there be on support measures for supervising classwork and homework?

a) Reaction

No consensus: one group agreed, the other disagreed.

b) Suggestions/proposals/comments

- Deemphasize homework as an exercise for its own sake and make it relevant.
- Encourage students to want to do homework by increasing the quality and decreasing the quantity.
- Provide and teach study skills, life skills and organizational skills especially for "at risk" students with poor self-image.
- Tap outside resources for increased financial support.

H- Dropping out of school is often the result of the lack of a clearly defined plan for the students' education or career. The young person does not see the use of continuing his or her education because he or she does not relate it to any future plan. What means, new or otherwise, would help young people make a wise choice concernant their educational and professional future?

a) Reaction

Disagreement by one group: not discussed by the other .

b) Suggestions/proposals/comments

- Students need to see the relevance of what they are asked to do in school: reinforced by success, not just a step towards a career.
- Career orientation with a wide choice of professional and trade options should begin at the elementary level and continue throughout the secondary level.

- Develop means for early detection and solution of problems that may lead to dropping out.

I- **Is it still relevant to raise the requirements for the certification of studies currently in effect for Secondary III, IV and V students (for example, by adding more compulsory subjects)?**

a) Reaction

General disagreement (emphatic).

b) Suggestions/proposals/comments

- Not relevant: there is already too much pressure and pursuing this measure would increase the dropout rate.
- Make the DES an actual high school leaving diploma that could provide entry into a variety of alternatives, not just CEGEP and university.

3. IN KEEPING WITH THE THEME, DO YOU HAVE ANY OTHER MEASURES TO SUGGEST?

a) Bilingualism (English and French) and adaptation to Quebec culture are becoming a major problem. New measures must be found to address these issues.

b) Symposia organized and funded by the MEQ, like this one, should take place more often as a means of consultation. Include participation of "at risk" students at such workshops in the future.

c) IPL, CEP and DEP programs create a wide gap, in the English sector, between expectations and realities, preventing "at risk" students from attaining some form of diploma to enable them to survive in the business/outside world.

d) Students experience success in the type of classroom setting that permits teachers and students to work collaboratively, where teachers respond to individual student needs and where students take ownership for their own learning.

3. TAKING INTO ACCOUNT THE PARTICULAR SITUATION IN YOUR COMMUNITY, WHAT SHOULD YOUR COMMUNITY PRIORITIES BE?

No report.

THEME 5

THE SCHOOLS OF MONTREAL AND THE ETHNIC AND CULTURAL COMMUNITIES

In promote success in school and prevent pupils from dropping out, a fifth course of action is suggested: it aims, in general to reinforce those interventions made on behalf of the ethnic and cultural communities.

1. WHAT MEASURES SHOULD BE TAKEN TO CREATE CONDITIONS MORE FAVOURABLE TO OUR PUPILS' SUCCEEDING IN SCHOOL? FOR EXAMPLE, SHOULD WE:

A- ...reinforce and broaden measures in step with rising immigration levels? Improve the educational services designed for newly arrived pupils and pupils from cultural communities? What would these services be?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Classes for immigrant children whould be taught by teachers of the same background.
- School support staff should reflect the cutural mix found in the community: N.B. the secretary is often the first contact parents have with the school.
- Lengthen the time permitted in welcoming classes for pupils to learn French.
- Increase support services, e.g. involve parents, introduce a "buddy system", create system of peer counsellors and tutors.

B- ...adapt programs, teaching materials and evaluation criteria to this category of pupils or help pupils acquire the learning they need to meet the objectives of current program?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Some adaptation would be helpful but certainly not "watering down" programs.
- Provide necessary pedagogical support services to help students attain required standards.
- Treat students as individuals, avoid stereotyping in the classroom and particularly in choice of teaching materials.

C- ...encourage school boards to conduct campaigns aimed at promoting the French language? Must the support lent to school boards go so far as funding these campaigns? If so, in what proportion?

a) Reaction

General disagreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- This measure is unacceptable, particularly in the choice of the word "campaign": "promote the use of the French language in positive ways" might be more acceptable.
- Funding for any such plan must not be taken from existing operating budgets.

D- ...plan special measures for schools in which there is a high concentration of ethnic communities? What should these measures be?

a) Reaction

One group agreed: the other did not respond.

b) Suggestions/proposals/comments

- Co-curriculum activities could help new pupils adapt.
- Special measures should be available to all schools with students from ethnic communities, not only those identified as having a "high concentration".

E- ...develop and implement a plan for inter-cultural education aimed at teachers?

a) Reaction

General agreement.

b) Suggestions/proposals/comments

- Since this measure is so important, the plan should be designed for teachers as well as all other educational personnel.

2. IN KEEPING WITH THE THEME, DO YOU HAVE ANY OTHER MEASURES TO SUGGEST?

a) Clarify what is meant by "ethnic". Does it mean anyone who is different in some way from the majority (e.g. the French in Quebec)? Does it have to do with how long a person has been in the country? When do people or their descendants cease to be seen as ethnic?

b) In the school setting, the individual is more important than what may be seen as his/her ethnic origin. It is essential that students feel accepted with a sense of their self-worth if they are going to remain within the school system.

c) There is a need for an updated survey among "ethnic" students to find out what proportion of them drops out and for what reasons.

d) There are fundamental questions that need to be asked with regard to the "welcoming society" if ethnic students do not complete educational programs.

i) Why do people who choose to immigrate to Quebec later leave the province?

ii) Do Quebecers have to become more welcoming to immigrants?

iii) Are there enough jobs in Quebec for the population to be employed?

3. TAKING INTO ACCOUNT THE PARTICULAR SITUATION IN YOUR COMMUNITY, WHAT SHOULD YOUR COMMUNITY PRIORITIES BE?

Measures	Rank	Frequency
...reinforce and broaden existing measures in step with rising immigration levels? Improve the educational services designed for newly arrived pupils and pupils from cultural communities? What would these services be?	1	1
...adapt programs, teaching materials and evaluation criteria to this category of pupils or help pupils acquire the learning they need to meet the objectives of current programs?	2	2
...develop and implement a plan for inter-cultural education aimed at teachers?	1	1

TRADUCTION DES ATELIERS QUI
SE SONT DÉROULÉS EN ANGLAIS

PRÉAMBULE

Les participants et participantes aux ateliers de langue anglaise ont abordé les thèmes que voici.

Thème 1: Mobilisation des ressources et valorisation des élèves, du personnel enseignant, de l'école et de la formation.

Thème 3: Adaptation du calendrier scolaire.

Thème 4: Révision de certains aspects de l'organisation de l'éducation et de l'enseignement.

Thème 5: L'école montréalaise et les communautés ethniques et culturelles.

Les deux groupes de l'atelier d'un jour ont abordé chacun des quatre thèmes.

Compte tenu d'une participation insuffisante à l'une et l'autre des sessions, un thème n'a pas été abordé, soit:

Thème 2: Le soutien des actions du milieu.

Chaque thème a été étudié et abordé en trois volets qui, conformément au document de discussion, étaient:

1. l'examen de divers moyens présentés sous forme interrogative;
2. la suggestion d'autres moyens en rapport avec le thème;
3. l'ordre de priorité des moyens suggérés.

Section 1

Comme le suggère le document de discussion en atelier, les réactions des participants et participantes sont consignées pour chacun des moyens suggérés, sous trois rubriques:

a) l'assentiment ou le désaccord suscité par l'idée;

b) un résumé des suggestions et des commentaires;

c) la section intitulée «Priorités du milieu» semble n'avoir pas été bien comprise; aussi, les commentaires qui paraissent sous cette rubrique s'apparentent davantage à des suggestions.

Section 2

Suivant l'ordre du document de discussion, les «autres moyens» sont résumés et énumérés vers la fin de la section traitant de chaque thème.

Section 3

Le classement par ordre prioritaire des moyens suggérés dans le document de discussion apparaît à la fin du rapport présenté sur chacun des thèmes.

THÈME 1

MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LA PROMOTION DE L'ÉCOLE, DE LA FORMATION ET DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une première voie d'action est proposée: elle consiste à mobiliser les ressources ainsi qu'à valoriser la formation, l'école, l'enseignant et l'enfant

1. <u>SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:</u>

A- ...réaliser une campagne de nouvel éveil de l'ensemble de la population à l'importance de la formation et de l'école devant les défis actuels?

a) <u>Réaction</u>

Assentiment des deux groupes de discussion, mais pas unanime.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Assurer le suivi des publicités présentées actuellement à la télévision, mais sans campagne médiatique retentissante, pour montrer à quoi l'éducation peut mener, soit les carrières et les possibilités offertes.
- Les campagnes devraient:
  - i) être fondées sur la réalité,
  - ii) présenter les buts et les objectifs du système d'éducation,
  - iii) comporter plusieurs aspects et viser le plus large public possible.
- Le financement ne doit pas provenir des fonds affectés à d'autres éléments du système.

B- ...utiliser davantage les médias à l'intention des élèves du secondaire et de leurs parents pour favoriser une image positive de l'école ainsi que des enseignants et des enseignantes, pour encourager l'étude et, notamment, pour soutenir les élèves lorsqu'ils font leurs devoirs à la maison?

a) Réaction

Pas de consensus. Un groupe est d'accord, l'autre pas.

b) Commentaires et suggestions

- Interpréter le terme «média» comme toute forme de communication.
- Utiliser les médias pour mettre en valeur les aspects positifs de l'éducation et renforcer le lien social entre élèves et personnel enseignant.
- Trouver des moyens d'améliorer l'image de soi des enseignants, des enseignantes et des élèves, qui sont les meilleurs défenseurs du système d'éducation.

C- ...promouvoir l'engagement de partenaires sociaux et économiques à la détermination et à la poursuite d'objectifs de réussite scolaire dans chaque région?

a) Réaction

Assentiment des deux groupes.

b) Commentaires et suggestions

- Encourager la création de programmes de stages en milieu de travail, de journées-carrières, etc., en établissant des liens avec un vaste réseau d'organismes et d'entreprises tant au Québec qu'à l'extérieur de la province.
- Créer des programmes de sensibilisation à l'intention de toutes les classes, à commencer par les plus jeunes élèves, et susciter une participation responsable des entreprises à l'éducation.
- Le MEQ doit adapter les programmes et examiner sérieusement le domaine de l'éducation professionnelle afin d'augmenter sa souplesse, entre autres, en allouant des crédits aux stages en milieu de travail comme ils se pratiquent dans d'autres provinces (ex.: en Ontario).

- Fournir aux écoles les ressources nécessaires à la création de programmes adaptés aux besoins locaux, en vertu desquels des personnes-ressources entretiendraient des liens avec le secteur de l'emploi et un personnel de soutien aiderait les élèves éprouvant des difficultés.

- Susciter et encourager une attitude ouverte à tous les échelons du système d'éducation, qui faciliterait l'établissement de partenariats écoles-entreprises.

D- ...publier des données sur la réussite aux examens officiels et sur les taux de diplomation des élèves dans chaque commission scolaire?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Rendre les données accessibles serait plus acceptable que de les publier.

- En dépit de l'obligation de rendre des comptes, cette mesure favoriserait la compétition, accroîtrait la pression qui s'exerce sur les jeunes, découragerait le personnel enseignant et augmenterait le nombre d'abandons.

E- ...poursuivre, en vue d'une large publication, les analyses et les recherches (notamment sur le profil socio-démographique des décrocheurs, sur le contexte et les motifs qui conduisent à l'abandon des études, sur les rapports entre le cheminement scolaire des élèves au primaire et la poursuite ou l'abandon des études au secondaire, etc.)?

a) Réaction

Assentiment général, mais pas unanime.

b) Commentaires et suggestions

- D'une manière générale, les participants et participantes croient qu'il s'est fait suffisamment de recherche et qu'il faut maintenant étudier les rapports avant de prendre quelque mesure que ce soit.

- Doute quant à la validité des rapports existants et des statistiques fournies par le MEQ: le taux d'abandon semble trop élevé.

- Risque de créer des profils stéréotypés de certaines et certains élèves et, par conséquent, de les confiner dans une sorte de ghetto, alors que l'échec n'est peut-être attribuable qu'à un manque de préparation.

- Les résultats ne devraient être publiés qu'auprès des professionnels et professionnelles qui s'en serviraient pour améliorer leurs services, par exemple, la prévention.

F- ...soutenir la recherche que font les commissions scolaires et les universités sur les conditions de réussite des élèves au primaire et au secondaire?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- Les recherches de ce type devraient être menées au niveau scolaire, la direction et la responsabilité du projet relevant des enseignants et des enseignantes.

- Il faudrait, au besoin, fournir au personnel enseignant des compétences d'experts en recherche.

- Les projets de recherche devraient être liés à la situation de la classe.

- Il faut éviter l'excès de projets et la surcharge de travail de recherche.

G- ...organiser des activités de perfectionnement des diverses catégories de personnel scolaire (sessions, ateliers et journées pédagogiques; colloques et congrès des associations professionnelles, etc.)?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- Pour être efficaces, les activités de perfectionnement professionnel doivent:

  i) être fondées sur la situation locale;

  ii) répondre aux besoins du personnel enseignant et des élèves;

  iii) être bien préparées, bien organisées et de grande qualité;

  iv) couvrir un vaste éventail de sujets de nature à enrichir les destinataires à tous points de vue sur le plan personnel;

  v) être continues.

- Le perfectionnement professionnel pourrait toucher:

  i) la formation d'équipes à l'échelle locale;

  ii) l'établissement de liens entre les élèves et le personnel enseignant, en vue d'accroître la volonté d'apprendre.

- Il vaudrait mieux:

  i) que ces activités de perfectionnement professionnel ne soient pas offertes aux dépens du temps d'enseignement;

  ii) que le financement des activités soit adéquat; en d'autres mots, 165,00 $ par année par enseignant ou enseignante ne suffisent pas;

  iii) qu'aucun programme ne soit instauré avant que le matériel didactique en langue anglaise soit prêt et accessible à l'échelle locale et que tous les participants et participantes soient prêts également;

  iv) que les activités de perfectionnement professionnel soient conçues à l'échelle locale et appellent la participation du personnel enseignant, du personnel de soutien et du personnel administratif.

2. **EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?**

a) Concevoir des structures qui permettent aux élèves et au personnel enseignant de se sentir propriétaires du système et, par conséquent, de le valoriser et de se sentir en mesure de le modifier.

b) Veiller à valoriser également les parents, qui représentent souvent des ressources précieuses à ne pas négliger.

c) Se concentrer sur les moyens d'améliorer l'image de l'enseignante ou de l'enseignant et du processus d'apprentissage dans la société. Susciter une bonne estime de soi des élèves et du personnel enseignant, en insistant sur le fait que le respect mutuel et la collaboration sont les facteurs les plus propices à l'apprentissage.

d) Encourager les élèves à assumer la responsabilité de leurs apprentissages et ne jamais oublier que les élèves et leurs besoins auront toujours priorité absolue.

e) S'ouvrir aux nouvelles possibilités et chercher à éliminer les obstacles inhérents au système.

3. **COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?**

Quelques participants et participantes se sont objectés à cet exercice, le considérant comme un indice de l'insuffisance des fonds qui seront alloués à la mise en oeuvre des nouvelles idées.

Mesures	Position	Fréquence
Promouvoir l'engagement de partenaires sociaux et économiques à la détermination et à la poursuite d'objectifs de réussite scolaire dans chaque région.	1	1
	2	1
Poursuivre, en vue d'une large publication, les analyses et les recherches (notamment sur le profil sociodémographique des décrocheurs, sur le contexte et les motifs qui conduisent à l'abandon des études, sur les rapports entre le cheminement scolaire des élèves au primaire et la poursuite ou l'abandon des études au secondaire, etc.).	2	1
	3	1
Soutenir la recherche que font les commissions scolaires et les universités sur les conditions de réussite des élèves au primaire et au secondaire.	3	2
Organiser des activités de perfectionnement à l'intention des diverses catégories de personnel scolaire (sessions, ateliers et journées pédagogiques; colloques et congrès des associations professionnelles, etc.).	1	1
	4	1

THÈME 3

CALENDRIER SCOLAIRE, RÉALITÉS SOCIALES ET UTILISATION OPTIMALE DU FRANÇAIS

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une troisième voie d'action est proposée: elle touche l'adaptation du calendrier scolaire.

1. QUELLES RETOUCHES AU CALENDRIER SCOLAIRE JUGEONS-NOUS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA RÉUSSITE SCOLAIRE DES ÉLÈVES?

FAUDRAIT-IL:

A- ...introduire plus d'uniformité et de stabilité dans le calendrier scolaire actuel?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Nécessité de définir les termes «stabilité» et «uniformité».
- Le calendrier scolaire devrait toujours être établi à l'échelle locale, en consultation avec les enseignantes, les enseignants et les parents.

B- ...que chaque commission scolaire ou chaque établissement adopte son calendrier complet de l'année suivante avant la fin de l'année courante?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- C'est ce qui se fait dans la plupart sinon dans la totalité des commissions scolaires montréalaises; par conséquent: maintenir le statu quo.

C- ...accroître le nombre de jours de classe et porter à 185 le minimum prescrit à l'intérieur de 200 jours de l'année suivante?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Ce qui importe, c'est la qualité du temps passé avec les élèves.
- Cette mesure ne semble pas en rapport avec la prévention ou la diminution du taux d'abandon scolaire.

D- ...répartir les 185 jours de classe le plus également possible en quatre étapes et les 15 journées pédagogiques aussi le plus également possible au début, entre les étapes et à la fin de l'année?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- La décision doit être prise au niveau de la commission scolaire locale après consultation, question d'autonomie locale.

E- ...aménager l'entrée progressive des enfants à la maternelle à l'intérieur des cinq premiers jours de classe?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

* L'option doit être maintenue, mais la décision doit être prise au niveau local.

F- ...aménager l'accueil des élèves du primaire et du secondaire en dehors des jours de classe?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

* La décision relative au moment le plus favorable à l'accueil des élèves devrait être prise au niveau local.

G- ...tenir des épreuves ministérielles à l'intérieur de trois jours en janvier et de cinq jours en juin?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

* Le nombre de jours consacrés aux épreuves pourrait être réduit, mais la décision devrait être prise au niveau local.

H- ...encourager la fixation du début de l'année scolaire au troisième lundi du mois d'août pour le personnel enseignant et au jeudi suivant pour les élèves?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- La question doit être débattue et déterminée au niveau local.

I- ...encourager la fixation de la fin de l'année scolaire au dernier jour ouvrable précédent le 24 juin pour le personnel enseignant et trois jours auparavant pour les élèves?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Dans le respect de l'autonomie des commissions scolaires, la décision devrait être prise au niveau local.

J- ...encourager l'inclusion dans le calendrier de 10 à 15 jours de vacances (sans compter les samedis et les dimanches) à la période des Fêtes et de cinq jours de relâche à l'hiver?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- La question devrait faire l'objet de négociations et de consultations, et la décision devrait être prise au niveau local.

K- ...encourager la tenue de deux journées pédagogiques sur des thèmes proposés à l'ensemble des réseaux?

a) Réaction

Pas de consensus: un groupe est d'accord, l'autre pas.

b) Commentaires et suggestions

- Pourquoi ne pas laisser les écoles et les commissions scolaires proposer des thèmes.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

a) L'énoncé qui suit a été présenté par les deux groupes.

Nous croyons qu'il y a corrélation entre l'augmentation du nombre de jours d'enseignement et la prévention des abandons scolaires.

Nous croyons qu'il y aurait avantage à augmenter la qualité du temps pendant lequel les élèves fréquentent les éducateurs et éducatrices et le personnel-ressource du milieu scolaire en proposant des expériences éducatives appropriées aux élèves.

Si l'amélioration de la qualité du temps d'enseignement devient un objectif du système, nous croyons que les consultations relatives à la création et à l'instauration des programmes nécessaires doivent être entreprises dans le milieu scolaire local.

b) Pour réduire le taux d'abandons scolaires:

i) l'option relative à la division en semestres devrait être intégrée aux régimes pédagogiques;

ii) les commissions scolaires offrant des «programmes de diffusion externe» (ex.: la CEPGM) devraient poursuivre dans cette voie avec une aide financière plus substantielle du MEQ;

iii) les programmes d'études professionnelles longs devraient être plus souples, c'est-à-dire prendre davantage en considération les besoins des élèves et permettre à ces derniers et dernières d'apporter leur contribution;

iv) les motifs d'abandon scolaire sont complexes: éviter les solutions toutes faites.

3. COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?

Aucun rapport.

THÈME 4

RÉVISION DE CERTAINS ASPECTS DE L'ORGANISATION DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une quatrième voie d'action est proposée, celle de revoir certains aspects de l'organisation scolaire et pédagogique.

1. <u>À CE CHAPITRE, QUELLES MODIFICATIONS FAUDRAIT-IL APPORTER POUR CRÉER DE MEILLEURES CONDITIONS DE RÉUSSITE DES ÉLÈVES</u>?

A- Parmi les enfants qui entrent en première année à six ans (au 30 septembre) les plus jeunes, de quelques mois seulement, redoublent davantage que leurs aînés. Comment y remédier? Doit-on modifier l'âge d'entrée à l'école? Doit-on créer des mesures particulières d'accompagnement des plus jeunes?

a) <u>Réaction</u>

Désaccord, mais pas unanime.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Reconnaissance des différences.
- Diminution de la taille des classes et regroupement des élèves en fonction de leur degré de préparation.
- Rendre la maternelle (cinq ans) obligatoire.

B- Pour suivre régulièrement les apprentissages des élèves et assurer le soutien nécessaire, doit-on, comme le propose le Conseil supérieur de l'Éducation, découper le primaire en trois cycles de deux années chacun et instaurer un temps fort d'évaluation à la fin de chaque cycle?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Une évaluation à caractère plus sommatif tend à augmenter le nombre d'échecs.
- Il faudrait insister sur l'évaluation formative continue, orientée par l'enseignant ou l'enseignante et dépourvue de caractère officiel.
- Il faut décentraliser les méthodes d'évaluation du rendement de l'élève: une série intensive d'épreuves officielles (ex.: les examens du Ministère) s'avère trop stressante pour l'élève.

C- Doit-on également réviser la répartition des années entre les deux cycles du secondaire? Doit-on instaurer un temps fort d'évaluation à la fin du 1er cycle, dans la perspective d'une vérification du cheminement de l'élève et d'un discernement des moyens de l'accompagner et de le soutenir au besoin?

a) Réaction

Désaccord, mais pas unanime.

b) Commentaires et suggestions

- Il faut remettre en question toute la structure du secondaire.
- Quels services seraient offerts à l'enfance inadaptée en vertu de cette voie d'action?

D- Ne devrait-on pas repenser les modes et les pratiques d'évaluation, en vue de promouvoir la réussite éducative et de fournir une information utile aux élèves et à leurs parents?

a) Réaction

Assentiment, mais pas unanime.

b) Commentaires et suggestions

- Il faudrait concevoir des instruments mesurant plus que la capacité d'apprendre par coeur.
- Il faut s'éloigner des modèles d'évaluation officielle (ex.: les épreuves du Ministère) et accepter le principe de l'évaluation par le personnel enseignant.

E- L'entrée au secondaire est une étape cruciale dans la vie scolaire des élèves. Pour un bon nombre d'entre eux, elle est vécue difficilement. Comment peut-on assurer un passage harmonieux au secondaire et une intégration réussie au nouvel environnement scolaire? Doit-on prévoir des modes d'organisation particuliers? Quelles mesures d'accompagnement aideraient les jeunes à franchir cette étape?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- Il faut réinstaurer certaines mesures d'appui solide ou en adopter de nouvelles, selon le cas: par exemple, le soutien par les camarades est important et efficace pendant une période de transition.
- Il faut créer un «milieu protégé» pour les élèves des 7^{e} et 8^{e} années, soit à l'école secondaire soit dans une sorte d'école secondaire de 1er cycle, grâce auquel les jeunes pourraient faire l'expérience de la vie en société et participer à des activités conçues pour eux et elles.
- Les enseignants et enseignantes de 6^{e} année et de 1re secondaire devraient se réunir périodiquement au cours de l'année scolaire, de manière tant officielle qu'informelle, afin de discuter des programmes et des attentes.

F- Pour nourrir davantage la motivation des élèves et mieux contribuer à leur formation complète, doit-on faire plus dans le sens du décloisonnement et de l'intégration des matières et des savoirs en général?

a) Réaction

Assentiment, mais pas unanime.

b) Commentaires et suggestions

- Rendre les programmes appropriés à la vie des élèves.
- Offrir un vaste éventail d'options sans trop insister sur les critères d'admissibilité au cégep.

G- Quel accent devrait-on mettre sur des mesures de soutien à l'encadrement des leçons et des devoirs?

a) Réaction

Pas de consensus: un groupe est d'accord, l'autre pas.

b) Commentaires et suggestions

- Faire en sorte que les devoirs ne soient plus de simples exercices sans but précis et en démontrer la pertinence.
- Encourager les élèves à apprécier les devoirs en augmentant la qualité et en diminuant la quantité.
- Enseigner des techniques d'étude, des techniques de préparation à la vie quotidienne et des techniques d'organisation à l'intention particulière des élèves «à risque», ayant une mauvaise image d'eux et d'elles.
- Faire appel à des ressources financières extérieures.

H- **L'abandon est souvent le résultat d'une absence de projet scolaire ou professionnel clairement défini. Le jeune ne voit pas l'intérêt de poursuivre ses études puisqu'il ne les lie à aucun projet d'avenir. Quelles façons de faire, nouvelles peut-être, aideraient les jeunes à faire un choix judicieux quant à leur avenir scolaire et professionnel?**

a) Réaction

Un groupe en désaccord; l'autre n'a pas abordé le sujet.

b) Commentaires et suggestions

- Les élèves doivent voir le bien-fondé de ce qu'on leur demande de faire en classe; leurs progrès doivent être renforcés par le succès et pas simplement par le sentiment d'avoir franchi une étape vers une carrière.
- L'orientation professionnelle doit commencer dès le primaire, présenter un vaste choix de professions et de métiers et se poursuivre au secondaire.
- Il faut concevoir des moyens de détecter précocement les problèmes pouvant conduire à l'abandon scolaire et trouver des solutions.

I- **Est-il toujours pertinent de hausser les exigences de la sanction des études qui s'appliquent actuellement aux élèves de 3e, 4e et 5e année du secondaire (par exemple, en ajoutant des matières obligatoires additionnelles)?**

a) Réaction

Désaccord général (marqué).

b) Commentaires et suggestions

- Question non pertinente: les élèves subissent déjà beaucoup de pression et la poursuite de cette mesure augmenterait le taux d'abandon.
- Il faudrait faire du DES une attestation réelle de fin d'études qui pourrait mener à diverses options et non seulement au cégep et à l'université.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

a) Le bilinguisme (anglais et français) et l'adaptation à la culture québécoise deviennent des problèmes majeurs. Il faut trouver de nouvelles mesures.

b) Il devrait y avoir plus de colloques organisés et financés par le MEQ, comme celui auquel nous participons en ce moment, afin d'intensifier la consultation. Il serait intéressant de demander aux élèves «à risque» de participer aux ateliers de ce type à l'avenir.

c) Les programmes des cheminements particuliers de formation et ceux qui mènent au CEP et au DEP donnent lieu à des écarts considérables, au secteur anglophone, entre les attentes et la réalité, de sorte que les élèves «à risque» sont peu nombreux à décrocher un diplôme, quel qu'il soit, qui leur permettrait de survivre sur le marché du travail et dans la société.

d) Les élèves sont plus nombreux à réussir dans une classe d'un type qui permet au personnel enseignant et aux élèves de travailler en collaboration, où les enseignants et enseignantes répondent aux besoins individuels des élèves et où ces derniers et dernières font leur processus d'apprentissage.

3. COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU?

Aucun rapport.

THÈME 5

L'ÉCOLE MONTRÉALAISE ET LES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES ET CULTURELLES

Pour accroître la réussite scolaire et prévenir l'abandon des études, une cinquième voie d'action est proposée: elle vise de façon générale à renforcer les interventions auprès des élèves des communautés ethniques et culturelles.

1. <u>SELON CETTE VOIE, QUELS MOYENS DEVRIONS-NOUS PRENDRE? À TITRE DE SUGGESTIONS, DEVRIONS-NOUS:</u>

A- ...renforcer et développer les mesures existantes en fonction de l'accroissement de l'immigration? Améliorer les services éducatifs à l'intention des enfants arrivants et des élèves des communautés culturelles? Quels seraient ces services?

a) <u>Réaction</u>

Assentiment général.

b) <u>Commentaires et suggestions</u>

- Les classes d'enfants immigrants devraient être confiées à des enseignants et enseignantes d'origine autre que québécoise.
- La composition du personnel de soutien de l'école devrait refléter la composition culturelle de la collectivité. Il est à noter, en effet, que le personnel du secrétariat représente souvent le premier contact entre les parents et l'école.
- Il faudrait accroître le temps consacré dans les classes d'accueil à l'apprentissage du français.

- Il faudrait augmenter les services de soutien, par exemple, faire participer les parents, instaurer un système de «copains et de copines», créer un système en vertu duquel les élèves bénéficieraient des conseils et de l'aide de leurs jeunes confrères et consœurs.

B- ...adapter les programmes, le matériel didactique et les critères d'évaluation pour cette clientèle ou doit-on chercher à combler l'absence des acquis pour répondre aux objectifs des programmes en vigueur?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- Une certaine adaptation serait utile, mais il ne faut certes pas affaiblir les programmes.
- Il importe de fournir les services de soutien pédagogique pour aider les élèves à respecter les normes en vigueur.
- Il faut traiter les élèves de manière individuelle, éviter les stéréotypes dans les classes et, en particulier, dans le choix du matériel didactique.

C- ...encourager la mise en oeuvre par les commissions scolaires de campagnes de promotion et de valorisation du français? Ce soutien doit-il aller jusqu'au financement de ces campagnes? Si oui, dans quelles proportions?

a) Réaction

Désaccord général.

b) Commentaires et suggestions

- Cette mesure est inacceptable, particulièrement à cause du choix du mot «campagne»; «promouvoir l'usage de la langue française par des moyens positifs» serait plus acceptable.
- Le financement d'un plan de ce type ne doit pas être détourné des budgets de fonctionnement existants.

D- ...prévoir des mesures particulières pour les écoles de concentration ethnique élevée? Quelles seraient ces mesures?

a) Réaction

Un groupe est d'accord; l'autre n'a pas fourni de réponse.

b) Commentaires et suggestions

- Des activités communes à plusieurs programmes pourraient aider les nouveaux élèves à s'adapter.
- Il serait bon que toutes les écoles accueillant des élèves de communautés culturelles, et non seulement celles que l'on dit «de concentration ethnique élevée», bénéficient de mesures particulières.

E- ...élaborer et implanter un plan de formation interculturelle à l'intention du personnel en éducation?

a) Réaction

Assentiment général.

b) Commentaires et suggestions

- Étant donné l'importance considérable de cette mesure, le plan devrait être conçu pour le personnel enseignant comme pour le reste du personnel en éducation.

2. EN RAPPORT AVEC CE THÈME, AVEZ-VOUS D'AUTRES MOYENS À SUGGÉRER?

a) Clarifier le sens du mot «ethnique». Désigne-t-il toute personne différant de quelque manière de la majorité (ex.: les francophones au Québec)? Fait-il référence au temps depuis lequel la personne vit au Canada? Quand une personne ou sa descendance cessent-elles d'être considérées comme appartenant à une ethnie?

b) En milieu scolaire, la personne importe plus que ce qu'on peut considérer comme son origine ethnique. Il est essentiel que les élèves se sentent acceptés et aient le sentiment de leur valeur propre si l'on ne veut pas qu'ils et elles abandonnent le système scolaire.

c) Il faut faire un sondage auprès des élèves d'origine «ethnique» pour savoir quelle proportion d'entre eux et elles ont abandonné leurs études et pour quelles raisons.

d) Questions fondamentales relativement à la «communauté d'accueil», dans le cas des élèves qui ne terminent pas les programmes d'études entrepris:

   i) Pourquoi les personnes qui choisissent d'immigrer au Québec quittent ensuite la province?

   ii) Les Québécois et les Québécoises doivent-ils être plus accueillants et accueillantes envers les immigrants et immigrantes?

   iii) Y a-t-il assez d'emplois au Québec pour la main-d'oeuvre active?

3. **<u>COMPTE TENU DE LA SITUATION QUI EXISTE CHEZ VOUS, QUELLES DEVRAIENT ÊTRE ICI LES PRIORITÉS DE VOTRE MILIEU</u>?**

Mesures	Position	Fréquence
Devrions-nous renforcer et développer les mesures existantes en fonction de l'accroissement de l'immigration? Améliorer les services éducatifs à l'intention des enfants arrivants et des élèves de communautés culturelles? Quels seraient ces services?	1	1
Devrions-nous adapter les programmes, le matériel didactique et les critères d'évaluation à ces élèves ou chercher à combler l'absence des acquis pour répondre aux objectifs des programmes en vigueur?	2	2
Devrions-nous élaborer et mettre en oeuvre un plan de formation interculturelle à l'intention du personnel en éducation?	1	1

ANNEXES

ANNEXE I

COLLOQUE RÉGIONAL, ÎLE DE MONTRÉAL

COMITÉ ORGANISATEUR

LISTE DES PARTENAIRES INVITÉS

PARTENAIRES DU MILIEU SCOLAIRE

Représentants des cadres de service

Monsieur Jules H. Levasseur, coordonnateur
Service de pédagogie et de planification
Conseil scolaire de l'île de Montréal (CSIM)

Monsieur Robert Mathieu, directeur adjoint
Service du personnel
Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM)

Représentants des commissaires

Monsieur Joel Hartt, président
C.S. Lakeshore

Monsieur Jacques Mongeau, président
Conseil scolaire de l'île de Montréal (CSIM)

Représentants des directeurs généraux des commissions scolaires

Monsieur Raynald Laplante, directeur
Conseil scolaire de l'île de Montréal (CSIM)

Monsieur Ron Paterson, directeur général adjoint
Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (CEPGM)

Représentants des directions d'école

Monsieur Anthony Buccongello, directeur exécutif
Quebec Association of Catholic School
Administrators (QSCSA)

Représentants des parents

Monsieur Jean-Marc Crête, commissaire-parent
Fédération des comités de parents de l'Île de Montréal (FCPIM)

Monsieur Paul Krahulec
Fédération des comités de parents
de l'Île de Montréal (FCPIM)

Madame Lucie Schoeb, présidente par intérim
Fédération des comités de parents
de l'Île de Montréal (FCPIM)

Représentants du personnel enseignant

Monsieur François Audet, secrétaire
Alliance des professeures
et professeurs de Montréal, CEQ

Madame Nicole Frascadore, présidente
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest
de Montréal, CEQ

Monsieur Michel Hogue, président
Syndicat des enseignants
du Sault-Saint-Louis, CEQ

Monsieur David Maloney, directeur exécutif
West Island Teacher's
Association, PACT

Madame Sue Piffer, présidente
Association des enseignants
du Lakeshore, PAPT

Monsieur Giordano Rosa, président
Fédération of English Speaking
Cath. Teachers inc., PACT

Monsieur Maurice Laplante, président
Syndicat des employés professionnels
et de bureau, C.S. Baldwin-Cartier

Monsieur Pierre Tremblay, président
Association professionnelle du personnel
administratif de la CECM

PARTENAIRES DU MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE

Monsieur Rachad Antonius, président
Comité consultatif des groupes ethniques
de la CECM

Monsieur Gaétan Desrosiers, directeur général
Pro-Est

Monsieur Alex Harper, président exécutif
Bureau de commerce de Montréal

Madame Suzanne Lalonde, directrice générale
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Monsieur Martin Lebeuf, commissaire adjoint
CIDEM

Monsieur Alain Perreault, président
Conseil permanent de la jeunesse

Madame Michèle Soutière, directrice du Service en employabilité
RESO

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Monsieur Claude Sabourin, directeur régional
Monsieur Roger Vézina, directeur régional adjoint
Madame Micheline Fournier, agente d'information
Madame Lise Bonsaint, agente de secrétariat

1991-11-12

ANNEXE II

COLLOQUE RÉGIONAL, ÎLE DE MONTRÉAL

COMITÉ EXÉCUTIF

LISTE DES MEMBRES

Monsieur François Audet, secrétaire
Alliance des professeures et professeurs de Montréal, CEQ

Monsieur Jean-Marc Crête, commissaire-parent
Fédération des comités de parents de l'Île de Montréal (FCPIM)

Monsieur Jean Falardeau, vice-président
Syndicat des professionnelles et professionnels
du milieu de l'éducation de Montréal
(SPPMEM), CEQ-FPPE

Madame Micheline Fournier, agente d'information
Direction régionale de Montréal, ministère de l'Éducation

Monsieur Yvon Grimard, vice-président
Fédération du personnel des établissements
privés d'enseignement (FPEPE), CEQ

Monsieur Jules H. Levasseur, coordonnateur
Service de pédagogie et de planification
Conseil scolaire de l'Île de Montréal (CSIM)

Monsieur David Maloney, directeur exécutif
West Island Teacher's Association, PACT

Monsieur Ron Paterson, directeur général adjoint
Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (CEPGM)

Madame Micheline Sicotte, présidente
Syndicat des enseignantes et enseignants de Le Royer, CEQ

Monsieur Oriol Tomas, élève
École secondaire Joseph-François-Perrault, CECM

Monsieur Roger Vézina, directeur régional adjoint aux Services
éducatifs
Direction régionale de Montréal, ministère de l'Éducation

1991-11-12